



CAISSE DES DÉPÔTS
ET CONSIGNATIONS
DIRECTION RÉGIONALE
ILE-DE-FRANCE



LOCALISATION DES CRÉATIONS ET DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN ÎLE-DE-FRANCE

Analyse cartographique

Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Île-de-France
15, rue Falguière - 75740 PARIS CEDEX 15
Tél. : 01 53 85 77 40 - Fax : 01 53 85 76 02 – <http://www.iaurif.org>
Directeur Général : Hervé GAY

Département Économie et Développement Local
Directrice : Anne-Marie ROMERA

Coordination et conception : Carine CAMORS, Carole DELAPORTE
SIG et cartographie : Pascale GUERY

© IAURIF - 6.03.011– Mai 2004-

SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
PRÉAMBULE	4
I. LES CRÉATIONS D'ENTREPRISES : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L'ÎLE-DE-FRANCE	5
<i>L'Île-de-France concentre près d'un quart des créations d'entreprises en France</i>	5
<i>Une croissance des créations plus faible en Île-de-France qu'en province sur les 10 dernières années</i>	5
<i>9% de créations supplémentaires en 2003 en Île-de-France</i>	6
<i>4 créations sur 5 se font dans le tertiaire</i>	7
<i>Un essor des créations de sociétés de conseils pour les affaires sur les 10 dernières années</i>	7
II. LES CRÉATIONS D'ENTREPRISES : APPROCHE DEPARTEMENTALE	9
<i>41% des créations se font à Paris</i>	9
<i>... essentiellement dans des activités de conseil et assistance</i>	9
<i>La croissance significative des créations d'entreprises en 2003 concerne tous les départements franciliens</i>	10
III. LES CRÉATIONS D'ENTREPRISES : APPROCHE COMMUNALE	11
<i>Les arrondissements périphériques parisiens en tête du palmarès de la création d'entreprise</i>	11
<i>Une géographie qui se confond avec celle des emplois et des entreprises</i>	12
<i>Les activités de conseil dans les grands quartiers d'affaires de l'ouest parisien</i>	14
<i>Un dynamisme des créations dans la restauration notamment à Paris et dans les communes les plus peuplées d'Île-de-France</i>	15
<i>Une dispersion sur le territoire francilien des créations dans le commerce de détail</i>	16
<i>Le nord parisien polarise les créations dans le secteur de la construction</i>	17
<i>Industrie textile et édition-imprimerie : l'essentiel des créations dans le centre de la capitale</i>	18
IV. LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES	19
<i>Défaillances d'entreprises en Île-de-France : la tendance à la baisse se confirme en 2003</i>	19
<i>Paris concentre 42% des défaillances d'entreprises</i>	20
<i>Un quart des défaillances d'entreprises de la région concerne des activités de commerce</i>	21
CONCLUSION	23
MÉTHODOLOGIE ET DÉFINITIONS	24
<i>Les créations d'entreprises</i>	24
<i>Les défaillances d'entreprises</i>	24
LES MESURES D'AIDE A LA CRÉATION D'ENTREPRISE	25
ANNEXES	26
<i>Annexe 1 : les différents statuts juridiques en France</i>	26
<i>Annexe 2 : Répartition des créations par département et par activité en 2002</i>	27
<i>Annexe 3 : Variation des créations d'entreprises par département entre 1993 et 2003</i>	27
<i>Annexe 4 : Carte des créations pures en 2002</i>	28
<i>Annexe 5 : Liste des communes totalisant les 2/3 des créations pures en 2002</i>	28
<i>Annexe 6 : Liste des communes totalisant les 2/3 des créations d'entreprises en 2002</i>	29
<i>Annexe 7 : Localisation des emplois salariés en 2002</i>	31
<i>Annexe 8 : Localisation des zones franches urbaines en 2000</i>	32
<i>Annexe 9 : Localisation des pépinières d'entreprises en 2002</i>	32
<i>Annexe 10 : Localisation des activités de « conseil et assistance »</i>	33
<i>Annexe 11 : Liste des communes totalisant les 2/3 des créations dans les « services aux entreprises » en 2002</i>	33
<i>Annexe 12 : Liste des communes totalisant les 2/3 des créations dans les « services aux particuliers » en 2002</i>	34
<i>Annexe 13 : Carte des créations dans le commerce de détail et les industries agro-alimentaires en 2002</i>	36
<i>Annexe 14 : Liste des communes totalisant les 2/3 des créations dans le « commerce de détail » en 2002</i>	38
<i>Annexe 15 : Liste des communes totalisant les 2/3 des créations dans la « construction » en 2002</i>	39
<i>Annexe 16 : Carte des créations dans l'industrie (hors industries agro-alimentaires) en 2002</i>	41
<i>Annexe 17 : Liste des communes totalisant les 2/3 des créations d'entreprises dans l'industrie en 2002</i>	42
<i>Annexe 18 : Variation des défaillances d'entreprises par département</i>	43
<i>Annexe 19 : Répartition des défaillances d'entreprises par département et par activité</i>	44
POUR EN SAVOIR PLUS	45

PRÉAMBULE

Suite à un premier partenariat en 2002 concernant les dispositifs d'aides à la création d'entreprises, la Caisse des Dépôts et Consignations a fait appel à l'IAURIF afin d'étudier la cohérence entre la localisation des diverses structures d'aides à la création d'entreprises et la répartition des créations sur le territoire francilien. Ceci dans le but d'optimiser l'implantation des structures d'aide et d'appui.

L'IAURIF propose dans une première phase une étude de cadrage sur les pôles de concentration des entreprises créées récemment dans la région, à un niveau communal.

Un comité de pilotage a été constitué. Il est composé de :

Christophe Brézillon (Caisse des Dépôts et Consignations, CDC), Alexis Claisse (Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie Paris - Ile-de-France, CRCI), Thierry Clément (Agence Pour la Création d'Entreprises, APCE), Florence Humbert (ARD), Isabelle Amaglio-Térisse (Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, CCIP), André Jaunay (Conseil Régional, DDEEFP).

Les statistiques sur les créations d'entreprises sont issues du répertoire des entreprises et des établissements SIRENE, géré par l'INSEE. Les créations sont connues au niveau communal, les défaillances au niveau départemental. L'analyse au niveau régional et départemental porte sur l'année 2003, l'approche communale sur l'année 2002. Par souci de pertinence, seules les communes de plus de 200 emplois sont retenues pour l'étude à un niveau communal. Ces communes totalisent 98,6% des créations totales.

A la demande du comité de pilotage qui s'est réuni le 26 mai 2004, des cartes complémentaires ont été réalisées : cartographie des créations pures, des créations dans le commerce de détail y compris les industries agro-alimentaires, des créations dans l'industrie hors industries agro-alimentaires. Elles figurent en annexe du rapport.

I. LES CRÉATIONS D'ENTREPRISES : principales caractéristiques de l'Île-de-France

L'Île-de-France concentre près d'un quart des créations d'entreprises en France

En 2003, 65 924 entreprises se sont créées dans la région. Plus de 3 entreprises sur 4, beaucoup plus que dans le reste de la France, sont des créations pures, c'est-à-dire des entreprises totalement nouvelles. Les reprises concernent 10%, et les réactivations 11% des créations.

Sur les 52 080 entreprises nouvellement créées dans la région, 64% sont des entreprises créées sous forme de société¹ contre 43% en France. Le nombre de créations pures immatriculées en société en 2003 par rapport à 1993 dans la région a augmenté, mais de façon moins favorable que dans le reste de la France (indice 2003 : 125 contre 134 en France).

Dans l'ensemble de la région, en 2003, 21% des créations pures ont créé des emplois lors du démarrage (taux égal à celui de la France). 9% des salariés du secteur marchand travaillent dans des entreprises de moins de 5 ans² ; ce taux est moins élevé que dans l'ensemble de la France (12%).

Répartition du nombre d'entreprises créées en 2003

	Paris	Ile-de-France	France entière
Créations pures	82%	79%	67%
Réactivations	9%	11%	19%
Reprises	8%	10%	14%
TOTAL (données brutes)	26 947	65 924	294 000

La part de l'Île-de-France dans les créations d'entreprises françaises en 2003 s'établit à 22,5% ce qui la place au 1^{er} rang national. En 2003, la région dénombrait 60 créations/réactivations/reprises pour 10 000 habitants (contre 45 pour la France). Ce taux est à comparer à celui des autres régions : Aquitaine, Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées (entre 53 et 55) ; PACA et Languedoc-Roussillon (76 et 78).

Avec 88 créations pures pour 1 000 entreprises existantes en 2003, l'Île-de-France a un taux de renouvellement des entreprises supérieur au taux moyen de la France (74).

Une croissance des créations plus faible en Ile-de-France qu'en province sur les 10 dernières années

L'Île-de-France connaît une évolution des créations entre 1993 et 2000 très proche de la France. Depuis 2001, la situation est moins favorable pour la région.

De 1995 à 1998, on observe une tendance lourde à la baisse du nombre de créations d'entreprises aussi bien dans la région qu'en province. La baisse atteint -10 % en Ile-de-France entre ces deux dates.

Les années 1999 et 2000 constituent une rupture par rapport à la période précédente. Mais ce rebond ne se confirme pas sur la période 2001-2002, où l'on enregistre une diminution de -6%. La région se distingue du reste de la France qui voit le nombre de ses créations augmenter très légèrement (+0,5%).

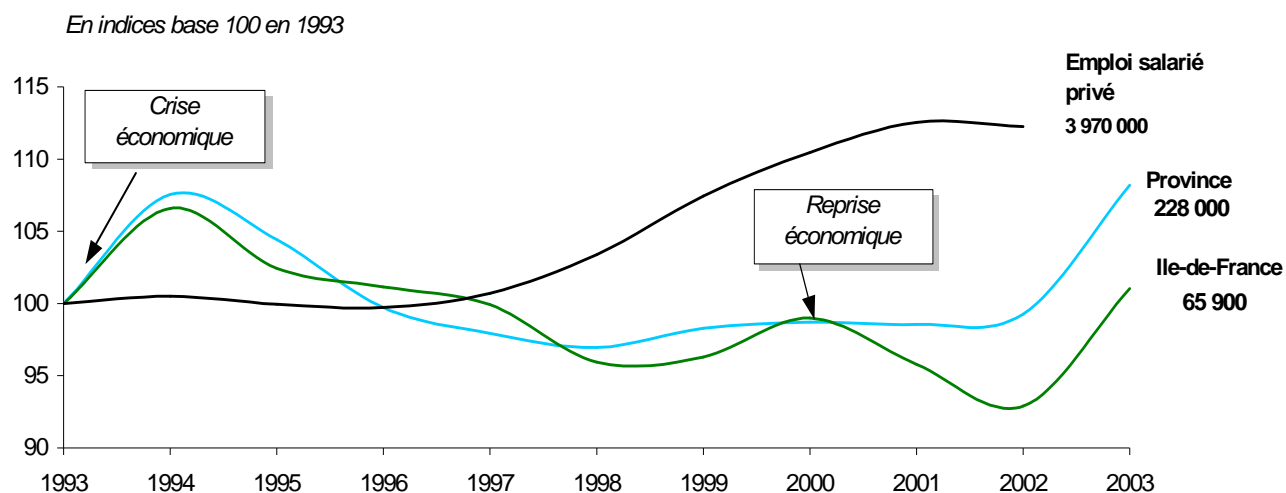
En 2003 on note une forte progression des créations d'entreprises dans l'ensemble de la France (+8,8%). L'Île-de-France se situe dans la moyenne avec un taux de croissance de +8,7%. La forte hausse des créations pures en 2003 a concerné essentiellement des entreprises n'ayant aucun salarié au démarrage. Cette embellie est en partie liée aux effets de la loi pour l'initiative économique³, dite loi Dutreil publiée au J.O du 5 août 2003, visant à simplifier la création d'entreprise, favoriser le développement et la transmission de l'entreprise, financer l'initiative économique...

¹ Voir les différents statuts juridiques en annexe 1

² Les entreprises de moins de 5 ans représentent 31% du parc des entreprises dans la région Ile-de-France.

³ Voir « les mesures d'aides à la création d'entreprise » P 24

Évolution des créations d'entreprises en Ile-de-France et en province entre 1993 et 2003



Source: INSEE Sirene, traitement IAURIF

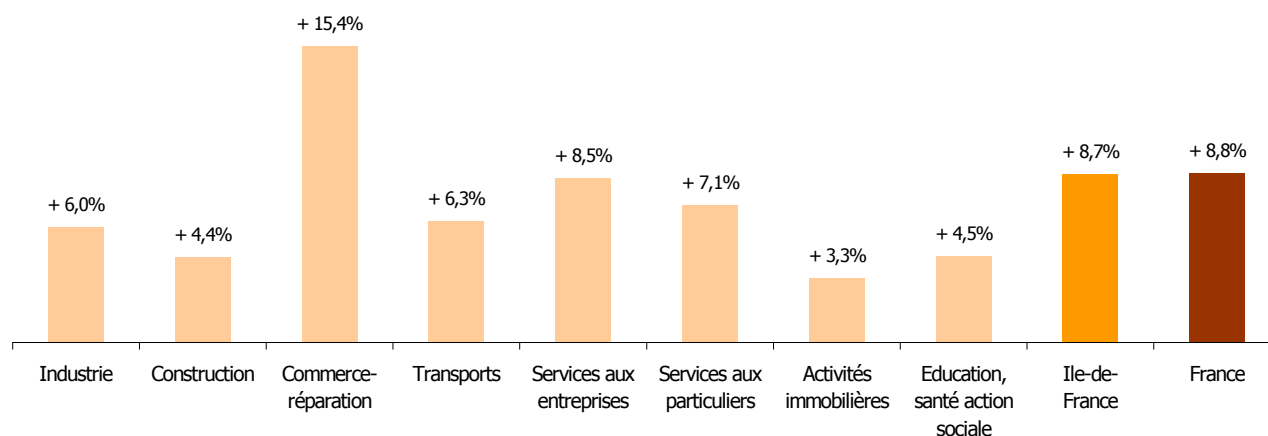
9% de créations supplémentaires en 2003 en Ile-de-France

La tendance à la baisse semble s'inverser : 65 925 nouveaux chefs d'entreprises se sont installés dans la région en 2003. Le mouvement de hausse qui s'était amorcé en Ile-de-France en 2002, s'est accéléré en 2003. Le nombre d'entreprises franciliennes qui ont vu le jour en 2003 a augmenté de 8,7% par rapport à 2002, proche de la moyenne France entière (+8,8%).

Le nombre de créateurs financièrement aidés a beaucoup progressé en 2003. Ils ont bénéficié soit de l'aide spécifique aux chômeurs créateurs d'entreprise (ACCRE), soit d'un prêt. Cette hausse est à relier aux mesures de la loi pour l'initiative économique d'août 2003 et notamment la modification de la loi sur les SARL, qui ne fixe plus de montant minimum pour le capital social. Ces mesures semblent avoir facilité l'accès à l'entrepreneuriat aux candidats créateurs.

Tous les secteurs profitent de cette dynamique. Dans le commerce-réparation, la hausse observée depuis le début de l'année 2002 s'est renforcée en 2003 et atteint 15,4%. Dans les services aux entreprises, le nombre de créations augmente de +8,5% en un an, après une quasi-stagnation en 2002. Dans les services aux particuliers, il progresse de +7,1%.

Variation des créations d'entreprises par activité en Ile-de-France entre 2002 et 2003



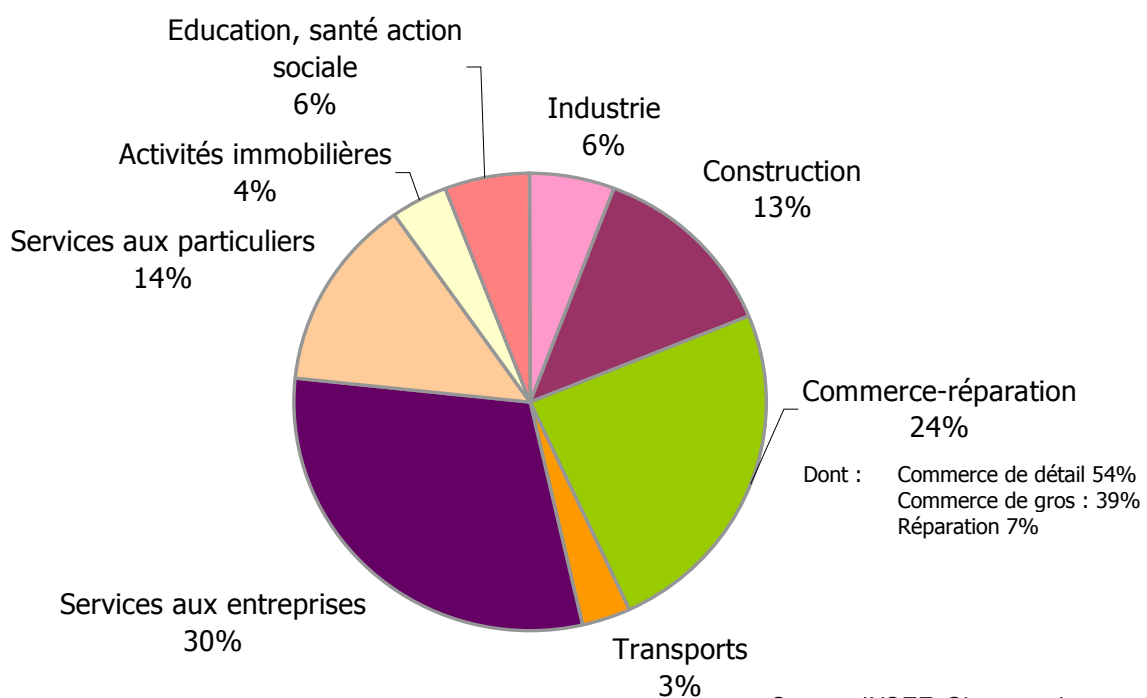
Source: INSEE, traitement IAURIF

4 créations sur 5 se font dans le tertiaire

Contrairement à l'ensemble de la France où les activités de type commerce sont les plus fréquentes (45%), et principalement le secteur du commerce (gros et détail) et commerce de bouche (30%), en Ile-de-France les activités de type services sont les plus répandues (45%) et notamment les activités de services aux entreprises (30%).

Pour l'ensemble de la région, la structure des activités connaît donc de fortes divergences avec la France : moins de commerce (24% contre 27%), moins de services aux particuliers (14% contre 22%) mais plus de services aux entreprises (30% contre 15%).

Créations d'entreprises selon le secteur d'activité en 2003



Un essor des créations de sociétés de conseils pour les affaires sur les 10 dernières années

La comparaison des volumes de créations d'entreprises par grands secteurs en 1993 et 2003 montre un accroissement des créations dans **les services aux entreprises** (+28%) et plus précisément du poste « conseils et assistance » (conseils en systèmes informatiques, conseils pour les affaires et la gestion...).

La construction enregistre une forte évolution sur les 10 dernières années (+23%) dans des activités où les entreprises sont déjà nombreuses. La hausse concerne essentiellement les matériaux de construction et la construction de bâtiment. Sur la dernière période 2003/2002, la progression se poursuit avec +4,4%.

Les services aux particuliers constituent le troisième poste devant la construction en terme de variations des créations. Le secteur progresse régulièrement sur la période 1993-2003 (+17%). Cette hausse concerne 3 types d'entreprises : les entreprises de restauration (rapide et collective), les entreprises audiovisuelles et multimédia et enfin les instituts de beauté et les coiffeurs.

Dans le secteur « **santé, action sociale** », ce sont principalement les aides à domiciles qui ont dynamisé les créations d'entreprises. Les « pratiques dentaires » et la « formation permanente » ont, dans une moindre mesure, contribué à l'essor des créations dans ce domaine.

Les créations dans le **secteur du commerce** sont en baisse sur la période alors même qu'on assiste à une nette progression sur la dernière période 2003/2002 (+15,4%). Ce regain est particulièrement sensible dans le commerce de détail en magasin spécialisé (crèmerie, poissonnerie, épicerie...), dans le commerce et la réparation d'automobiles, dans le commerce de l'habillement et de la chaussure. Les ventes sur les marchés sont également en hausse, alors même que le nombre de commerces de proximité généraliste diminue tout comme le nombre de supermarchés.

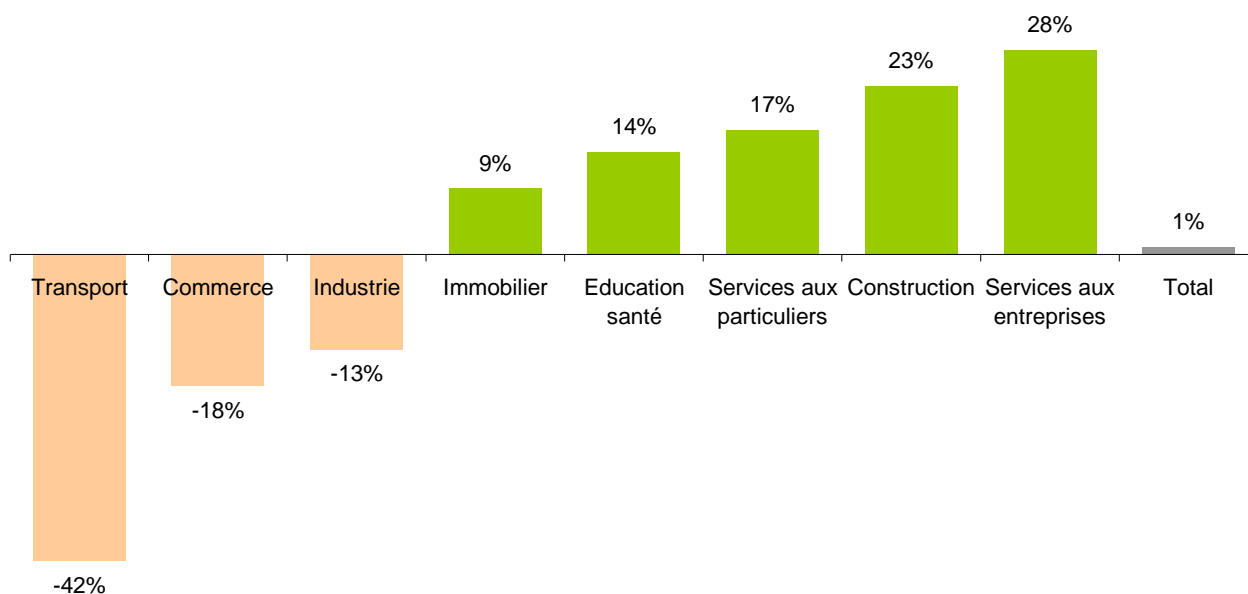
L'industrie connaît le même phénomène que le commerce : les créations enregistrent une forte progression en 2003 alors qu'elles diminuent en moyenne sur la période 1993-2002. Les industries agroalimentaires (IAA), essentiellement liées au commerce de bouche, telles que l'industrie du poisson, les fruits et légumes, les boulangeries et viennoiseries industrielles sont à l'origine de ce regain d'activité en 2003.

Concernant **l'industrie liée aux technologies de l'information**, on note une forte hausse en 2003 par rapport à 2002 des créations dans les secteurs dits innovants en France (+15,3%). Ces secteurs sont ceux des technologies de l'information et de la communication, des produits pharmaceutiques, de la biotechnologie et des nouveaux matériaux. En Ile-de-France, contrairement à la France, la tendance globale à la baisse des créations d'entreprises dans les domaines d'activités les plus innovants depuis deux ans demeure un facteur préoccupant pour la région.

Les créations d'entreprises de **transport** ont diminué de moitié sur la période pour atteindre 2 000 unités en 2003. Cette baisse concerne les transports de voyageurs et plus précisément les taxis, mais aussi les transports routiers de marchandises et les transports de fret.

Les créations dans **l'immobilier** sont en hausse sur les 10 dernières années (+9%). Elles concernent essentiellement les agences immobilières.

Variation des créations d'entreprises en IDF par activité entre 1993 et 2003



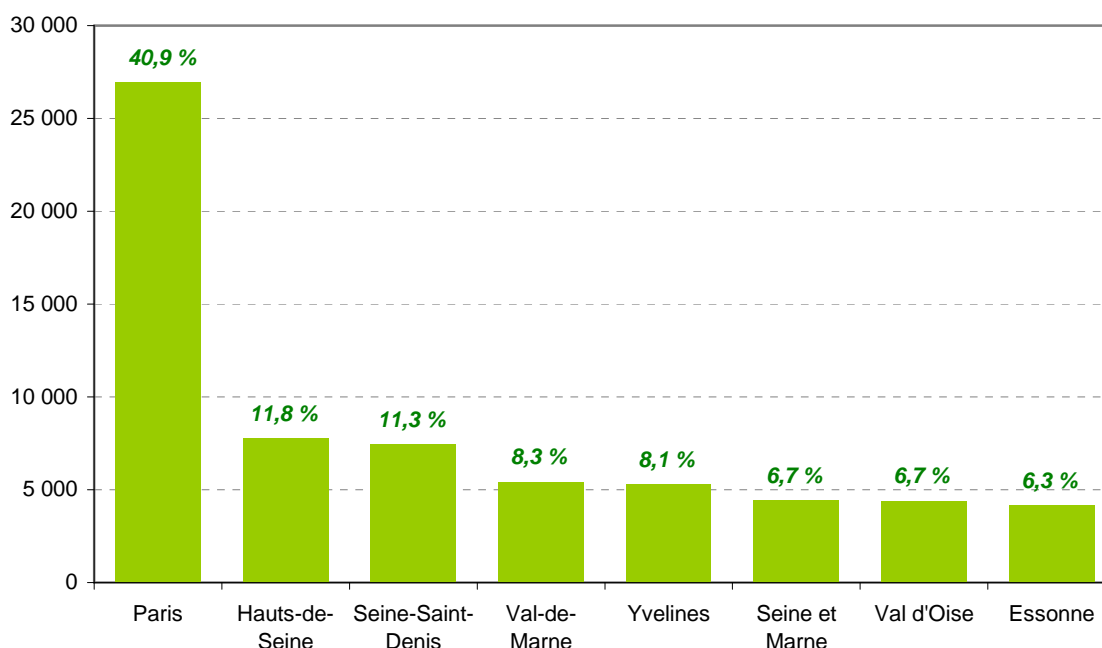
II. LES CRÉATIONS D'ENTREPRISES : approche départementale

41% des créations se font à Paris...

En 2003, il y a eu 27 000 créations d'entreprises à Paris, soit 41% du total régional, alors que la capitale n'accueille que 32,5% des salariés franciliens. Ce taux atteint même 43% pour les créations pures indiquant ainsi la forte capacité de régénération du tissu économique parisien.

Avec respectivement 7 700 et 7 400 créations, les départements des Hauts-de-Seine et de Seine-Saint-Denis se classent en 2^{ème} et 3^{ème} positions mais loin derrière Paris. On trouve ensuite le Val-de-Marne (5 400 créations) qui passe devant les Yvelines (5 300 créations). Les 3 autres départements se partagent les 13 000 créations restantes.

Créations d'entreprises par département en 2003



... essentiellement dans des activités de conseil et assistance

Dans la plupart des départements, les activités les plus représentées en terme de créations⁴ sont « **conseil et assistance** ». Elles représentent plus d'un quart des créations à Paris et dans les Hauts-de-Seine, et plus de 15% dans les Yvelines, le Val-de-Marne et l'Essonne. Dans le Val-d'Oise et en Seine-et-Marne, les activités de commerce de détail sont les plus représentées (respectivement 16% et 15%), et en Seine-Saint-Denis, les activités de construction.

La construction est le second secteur en terme de créations dans la région. Un quart des entreprises qui se créent dans ce secteur se situe en Seine-Saint-Denis, après Paris qui en concentre la majorité (40%).

Le commerce de détail est la troisième activité la plus représentée en terme de créations. Près de la moitié se situe à Paris (31%) et en Seine-Saint-Denis (16%).

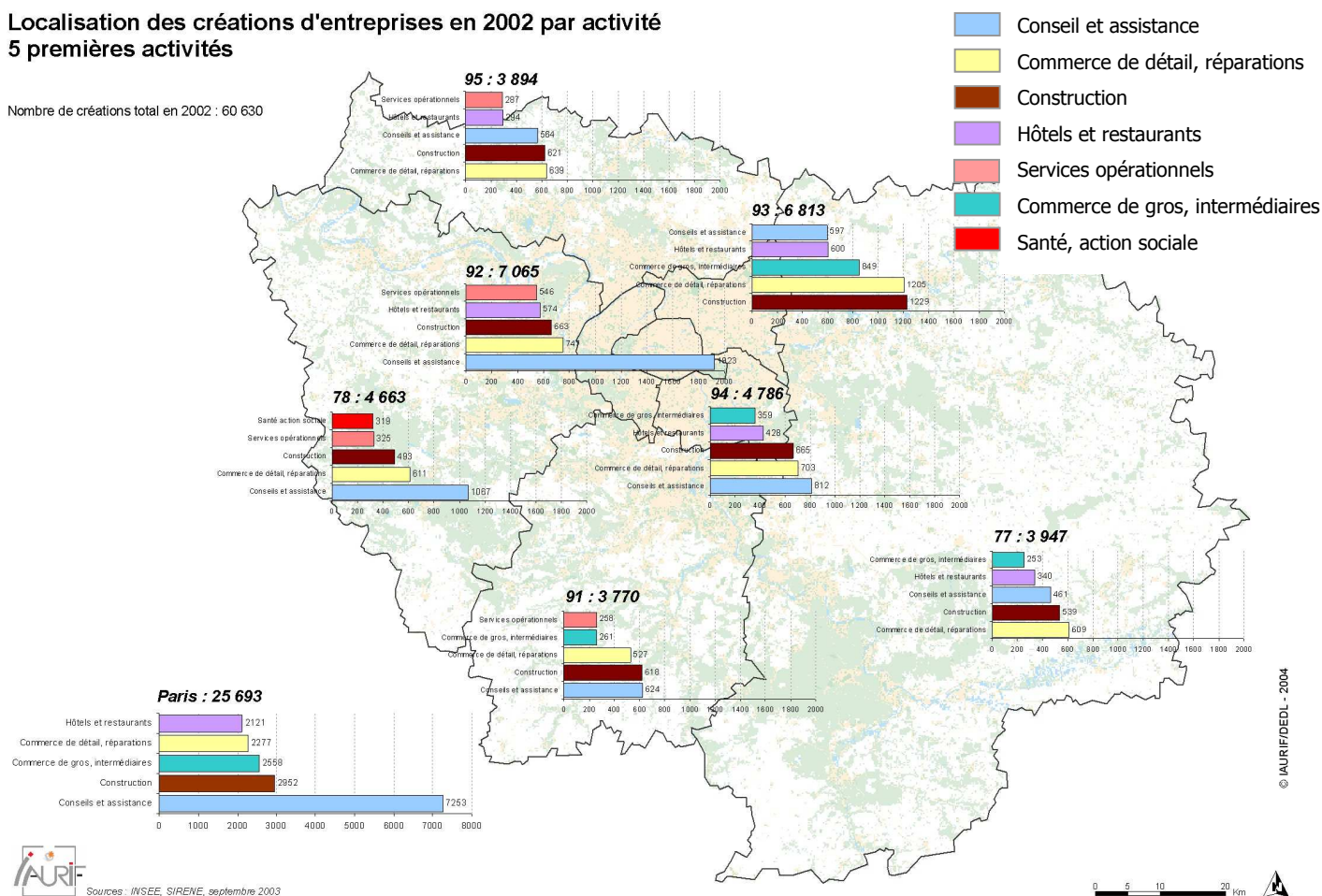
En dehors de la capitale, les créations d'entreprises de commerce de gros se font pour plus d'un quart en Seine-Saint Denis, tout comme les créations d'hôtels et restaurants.

Deux autres secteurs apparaissent parmi les 5 premiers secteurs créateurs : les « services opérationnels » et « santé action sociale ».

⁴ Voir le tableau des répartitions des créations par activité pour chaque département en annexe 2

Localisation des créations d'entreprises en 2002 par activité 5 premières activités

Nombre de créations total en 2002 : 60 630

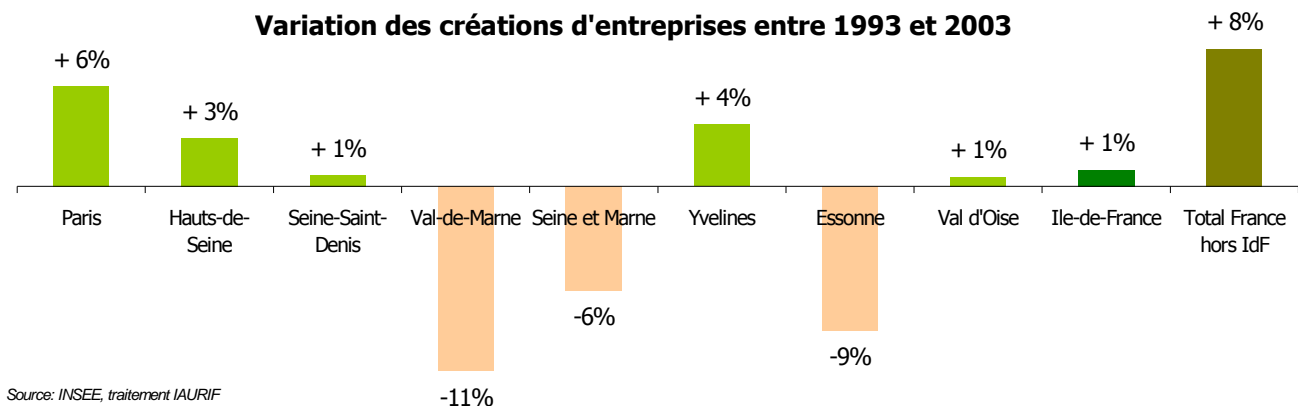


La croissance significative des créations d'entreprises en 2003 concerne tous les départements franciliens

Entre 1993 et 2003, la progression des créations est plus soutenue en province (+8%) qu'en Ile-de-France (+1%). La capitale demeure très dynamique en matière de créations avec une progression de 6% en moyenne sur la période.

En 2003, tous les départements ont vu le nombre de leurs créations augmenter de façon significative. Cette dynamique permet de revenir au niveau de 1993 : au cours de la période 1993-2002, tous les départements étaient déficitaires, sauf Paris⁵. Grâce à l'embellie de 2003, 5 départements sont en progression sur la période. Dans le Val-de-Marne, la Seine-et-Marne et l'Essonne, la croissance des créations en 2003 n'a pas compensé les fortes diminutions enregistrées au cours de la période précédente.

Variation des créations d'entreprises entre 1993 et 2003

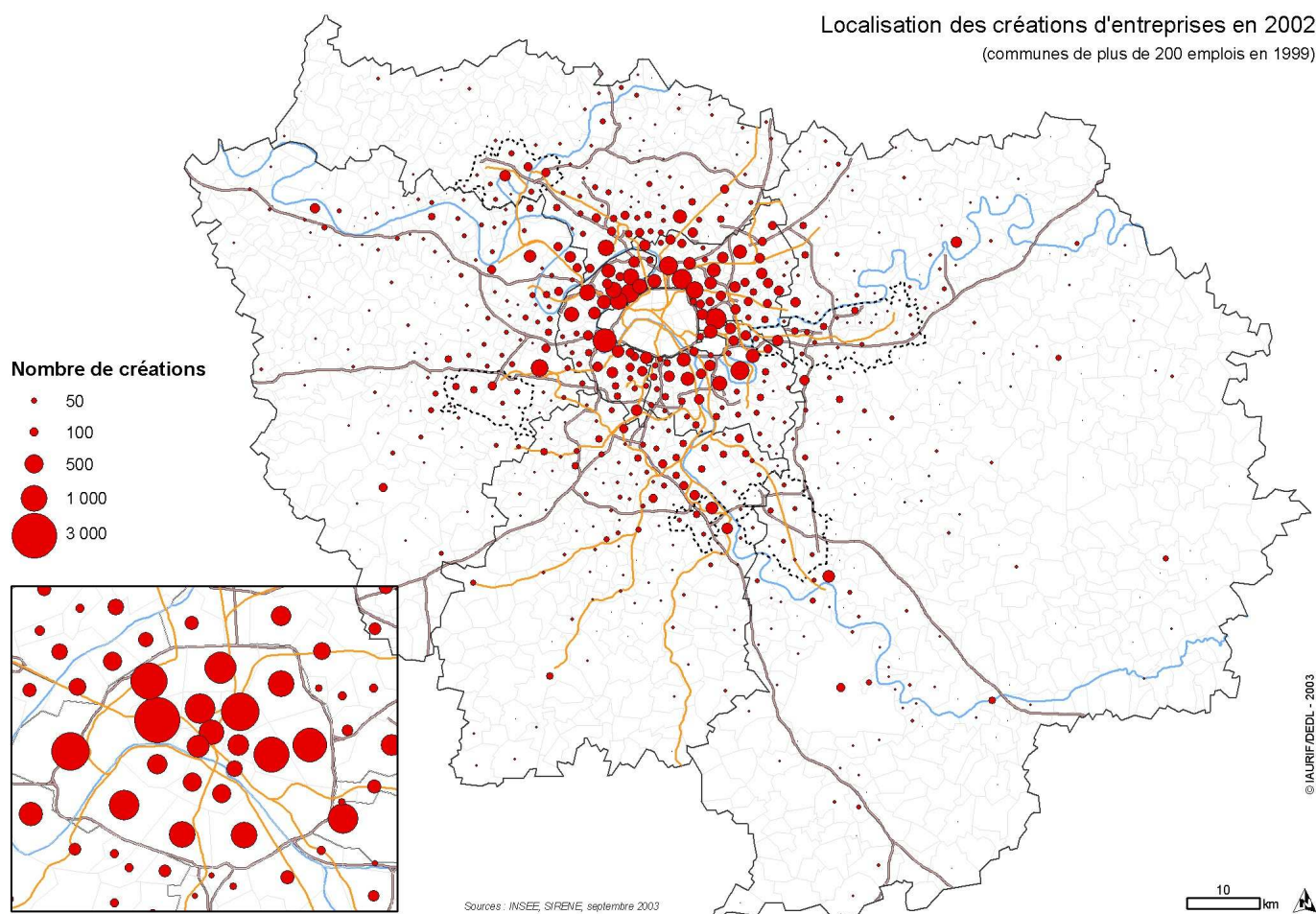


⁵ Voir le tableau des variations des créations d'entreprises par département en annexe 3

III. LES CRÉATIONS D'ENTREPRISES : approche communale

Une cartographie des créations d'entreprises⁶ dans les communes totalisant plus de 200 emplois en 1999 a été établie. Le nombre de créations dans ces communes représente 98,6% des créations enregistrées en Ile-de-France en 2002 soit 59 181 créations.

Les arrondissements périphériques parisiens en tête du palmarès de la création d'entreprise



La géographie de la création est très concentrée : les 63 premières communes cumulent les 2/3 des créations⁷. Dans ces communes, le volume de créations est égal ou supérieur à 180 au cours de l'année 2002.

Cette concentration de la création d'entreprises se retrouve pour deux autres indicateurs de l'activité économique que sont l'emploi et la taille du parc d'entreprises : 72 communes cumulent les 2/3 de l'emploi salarié régional et 68 les 2/3 du parc d'entreprises.

Paris apparaît comme l'espace le plus dynamique. Avec près de 25 000 créations en 2002, Paris rassemble 41% du total francilien des créations. Les 14 arrondissements les plus périphériques de la capitale arrivent en tête du classement pour leur nombre annuel de créations et les 6 autres, plus centraux, enregistrent plus de 200 créations chacun.

⁶ Il s'agit des créations totales (pures/reprises/réactivations). Une cartographie des créations pures figurent en annexe 4. Au niveau communal, les 2 cartes sont assez proches. La prise en compte des reprises et réactivations ne modifie pas la géographie des créations d'entreprises. La liste des communes totalisant les 2/3 des créations pures figure en annexe 5.

⁷ Voir la liste des communes en annexe 6.

Nettement après Paris, quatre espaces actifs en petite couronne⁸ ressortent :

- l'ouest parisien et la Défense élargie et plus précisément Levallois, Neuilly, Courbevoie, Asnières, Nanterre, Rueil-Malmaison, Clichy, Colombes, Puteaux et Suresnes qui totalisent 3600 créations soit 6% du total.

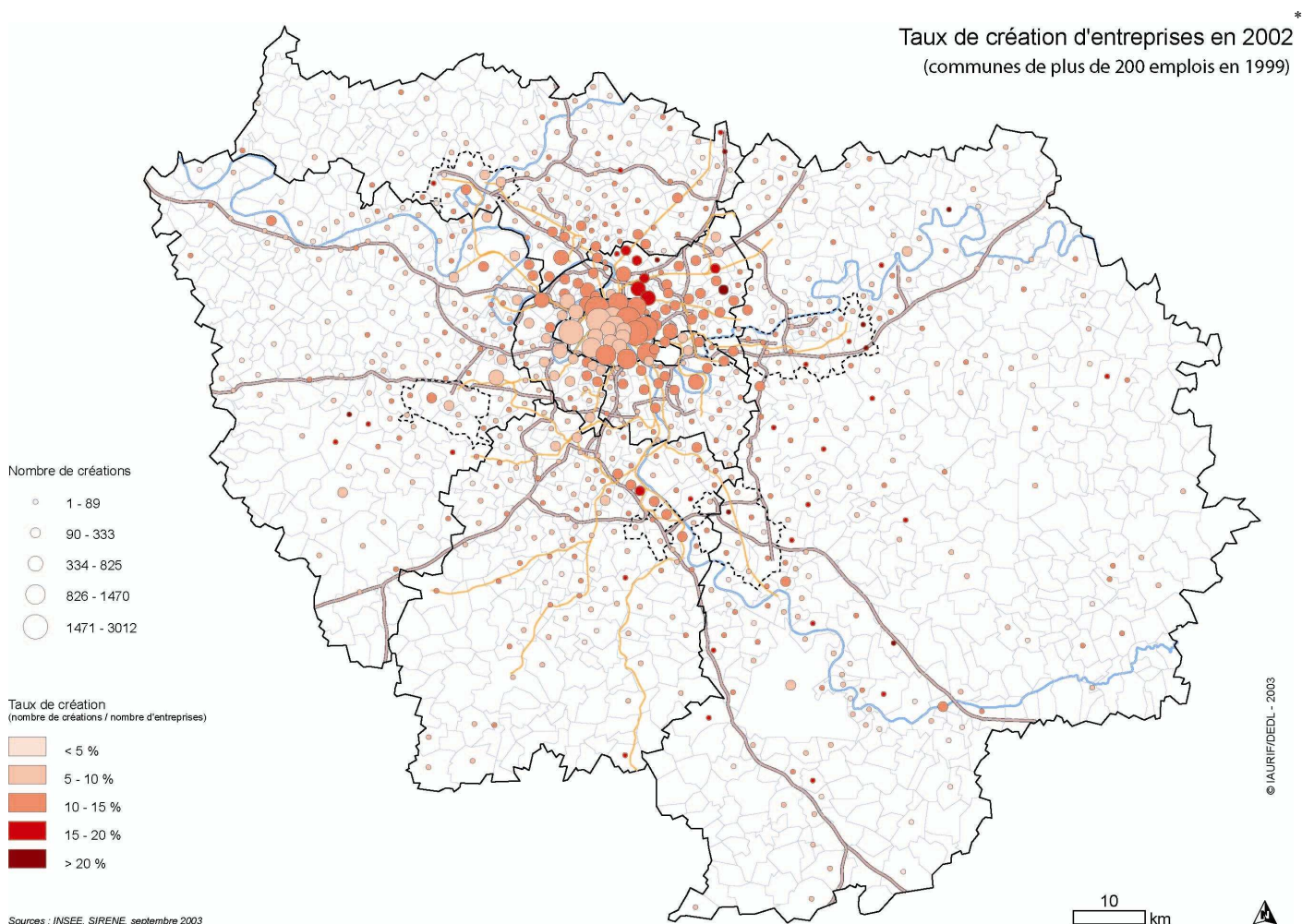
- un quadrant sud-est avec Montreuil, Saint-Maur des Fossés, Créteil, Champigny-sur-Marne, Vitry, Ivry, Vincennes et Maisons-Alfort. On y recense près de 2800 créations c'est à dire 5% du total.

- au nord de Paris, Aubervilliers, Saint-Denis, Pantin, Drancy, Saint-Ouen, Bobigny et la Courneuve réunissent 2600 créations et 4% des créations

- enfin au sud-ouest de Paris, trois communes : Boulogne-Billancourt, Issy-les-Moulineaux et Montrouge. Ces 3 communes totalisent 1300 créations dans l'année et 2% des créations.

Huit communes de seconde couronne présentent un nombre de créations supérieur à 200 unités : Versailles, Argenteuil, Aulnay-sous-Bois, Sarcelles, Evry, Saint-Germain-en-Laye, Melun et Cergy. On constate que seuls Saint-Germain et Sarcelles ne figurent pas parmi les pôles d'emplois les plus importants d'Ile-de-France.

Enfin, plus loin en grande couronne, ressortent les pôles urbains de Meaux, Coulommiers, Provins, Montereau, Fontainebleau, Etampes, Rambouillet et Mantes la Jolie. Un chapelet de communes le long de l'A6 de Savigny-sur-Orge à Corbeil-Essonnes apparaît également.



* Le taux de création d'entreprises rapporte le parc d'entreprises créées à l'ensemble du parc d'entreprises.

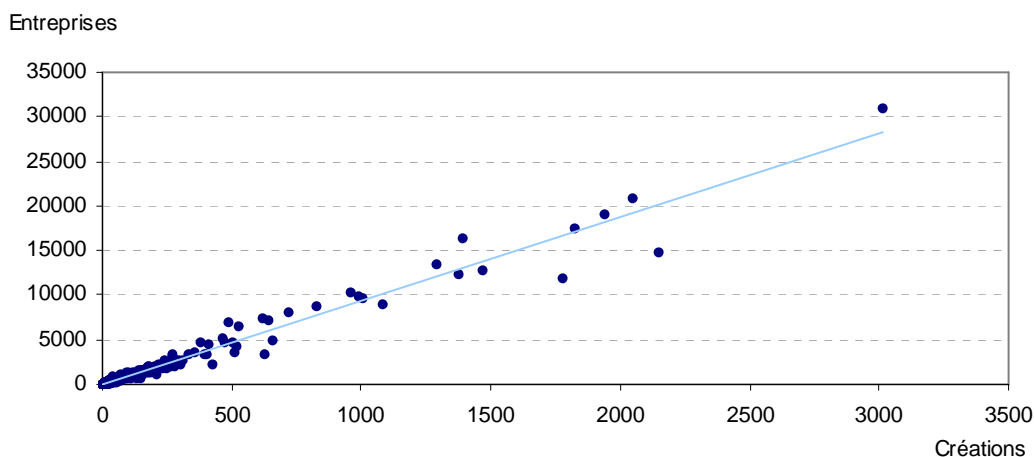
Une géographie qui se confond avec celle des emplois et des entreprises

Les communes où la création d'entreprise est la plus élevée sont celles qui disposent d'un tissu très dense d'entreprises et concentrent un nombre d'emplois élevé⁹. Les deux graphiques ci-dessous montrent cette corrélation, celle-ci est particulièrement forte si l'on considère le nombre d'entreprises.

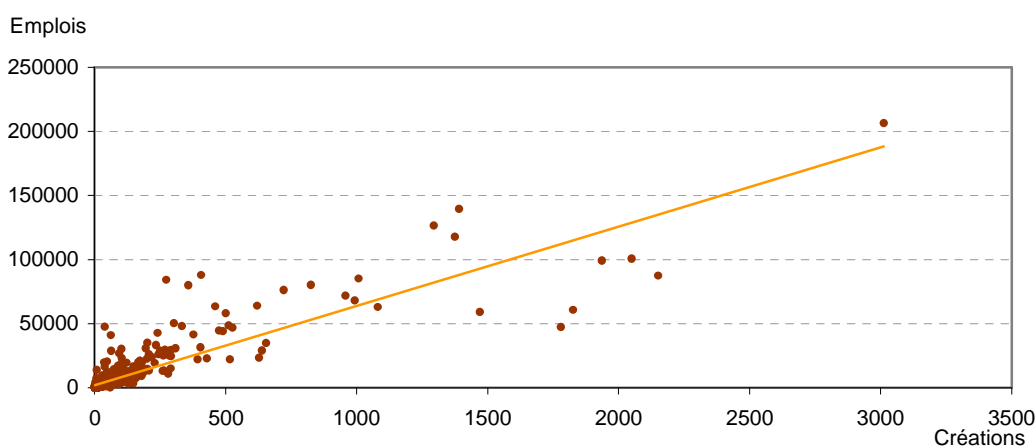
⁸ Les communes citées comptent au moins de 200 créations d'entreprises au cours de l'année 2003.

⁹ Voir la carte « localisation de l'emploi salarié en 2002 » en annexe 7

Créations d'entreprises et parc d'entreprises



Créations d'entreprises et emplois



Source : INSEE, Sirène 2002 et RP 1999

Toutefois cette corrélation souffre de quelques exceptions qui apparaissent sur la carte croisant le nombre de créations et leur part par rapport au nombre d'entreprises. La couleur claire indique un taux de création inférieur à la moyenne, les couleurs foncées, des taux de création élevés, la moyenne régionale se situant à 10,4%.

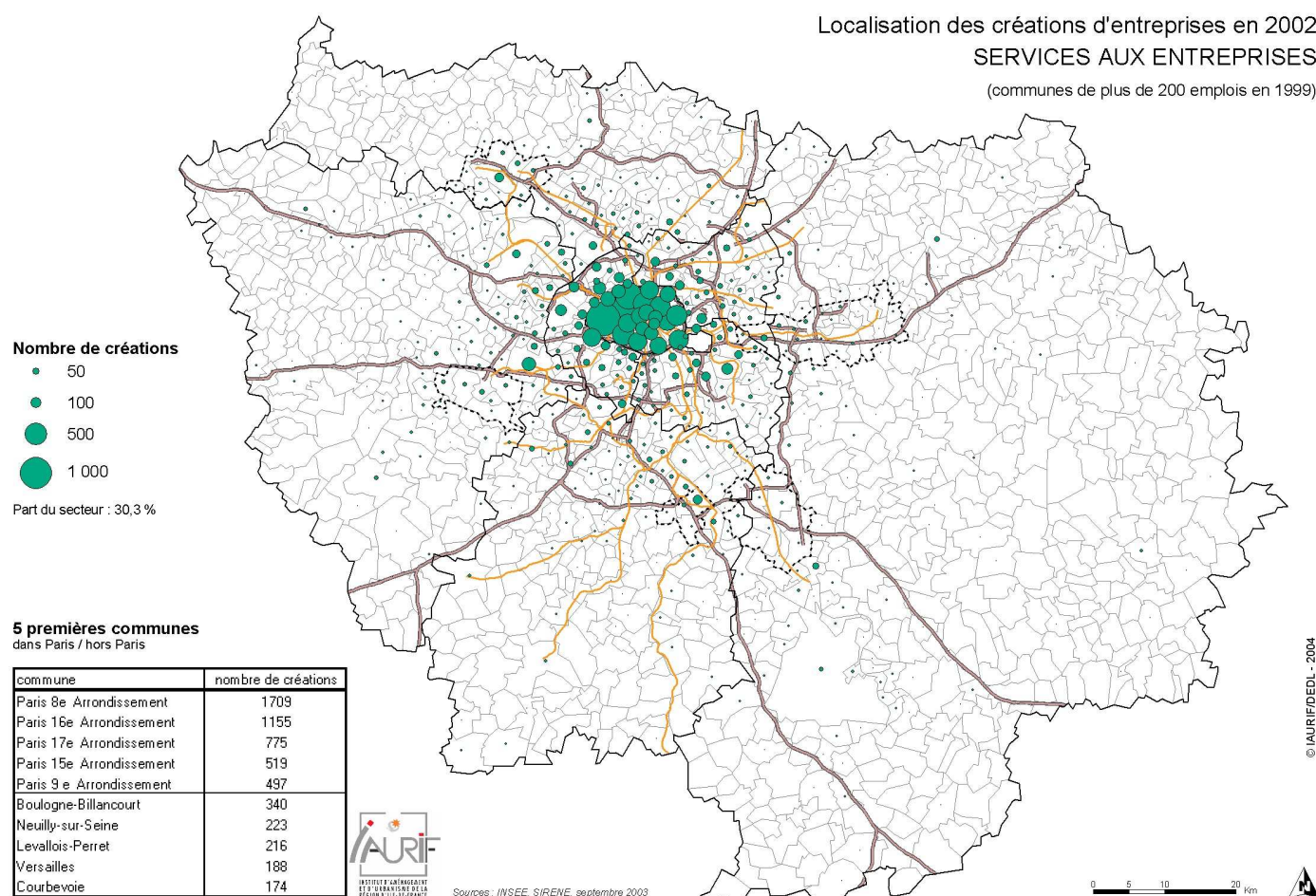
On observe plusieurs caractéristiques :

- les arrondissements périphériques à l'est, au nord et au sud sont relativement plus créateurs que les arrondissements centraux et de l'Ouest parisien ;
- un grand nombre de communes de Seine-Saint-Denis figurent parmi les communes ayant des taux de création les plus élevés : Clichy-sous-Bois, Pierrefitte, Pantin, Villetaneuse, Stains, Dugny, Pantin, La Courneuve, Aubervilliers, Bobigny ;
- les communes ayant une zone franche urbaine (ZFU¹⁰) enregistrent elles aussi des taux de création élevés en particulier Clichy/Montfermeil, Grigny, Garges/Sarcelles.
- plusieurs grands pôles économiques régionaux de seconde couronne ne figurent pas parmi les communes les plus créatrices d'entreprises. On ne retrouve ni Roissy/Tremblay, ni Vélizy, ni les villes nouvelles de Saint-Quentin en Yvelines ou Marne la Vallée, ni Massy.
- un lien difficile à mesurer entre la localisation des créations d'entreprises et celle des pépinières¹¹ : on observe d'importantes créations dans certaines communes accueillant des pépinières, telles que Montreuil, Saint-Maur, Créteil, Aulnay, Sarcelles, Evry, Cergy, Suresnes, Issy-les-Moulineaux... On note parallèlement de faibles créations sur des communes accueillant aussi des pépinières : Roissy, Palaiseau, Orsay, Saint-Quentin-en-Yvelines, Gif-sur-Yvette, Sénart...

¹⁰ Voir la localisation des Zones Franches Urbaines en annexe 8

¹¹ Voir la localisation des pépinières d'entreprises en annexe 9

Les activités de conseil dans les grands quartiers d'affaires de l'ouest parisien



Les activités liées aux « **services aux entreprises** » comprennent les activités juridiques, comptables et de conseil, de gestion, les activités d'architecture et d'ingénierie, les activités de contrôle et analyses techniques, la publicité, la sélection et fourniture du personnel, le secteur des enquêtes et de la sécurité, les activités de nettoyage.

Le secteur des services aux entreprises est le premier secteur créateur avec près de 18 000 créations qui représentent 30% du total en 2002. Ce secteur est largement représenté dans les créations puisque qu'il ne compte que pour 15% des effectifs salariés d'Ile-de-France en 2000.

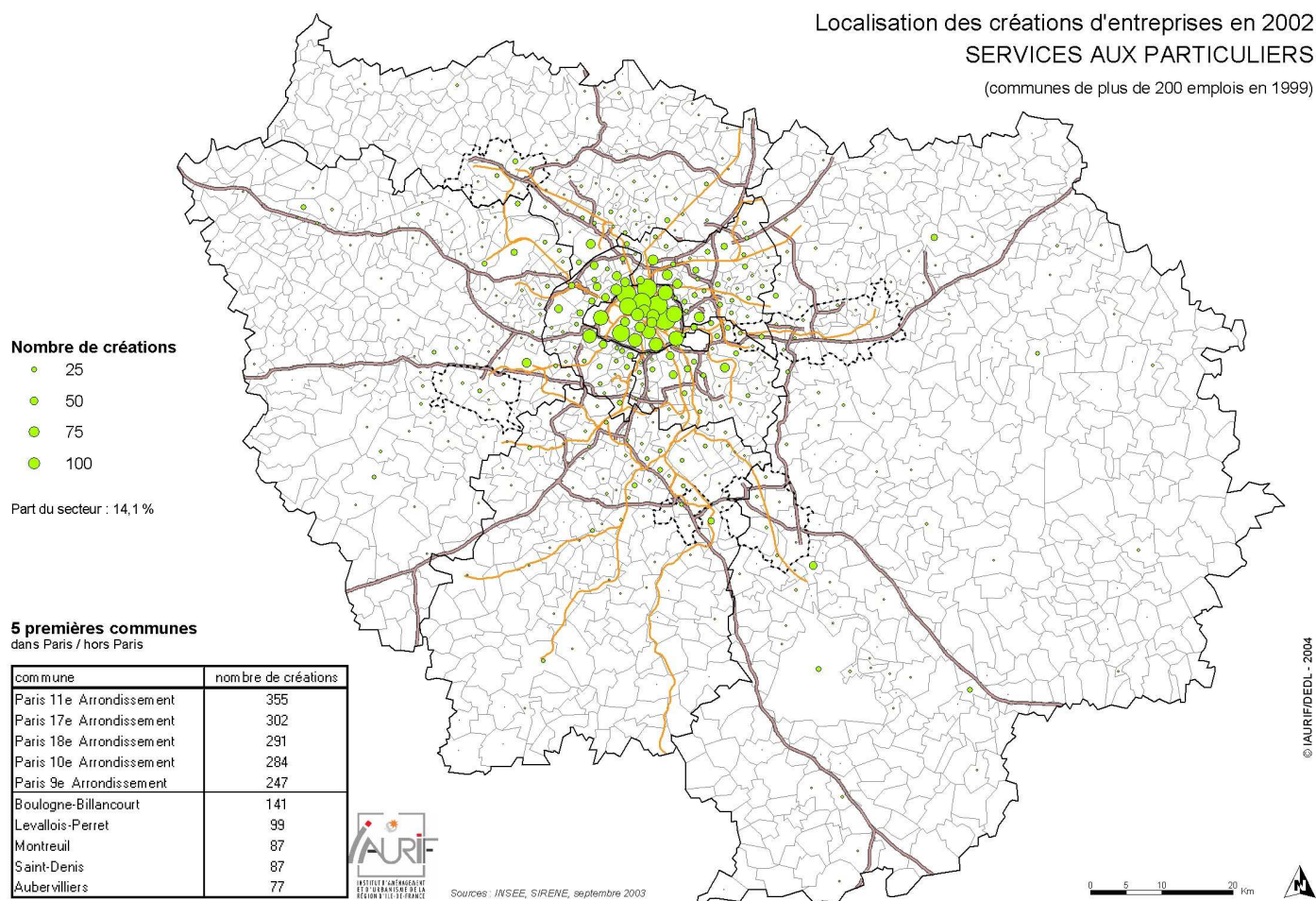
C'est dans les activités à forte valeur ajoutée davantage que dans les services opérationnels, moins qualifiés, que se font surtout les créations. En effet les activités de conseil et assistance représentent les 2/3 des créations dans ce secteur¹².

Comme l'activité en général, les créations dans ce secteur sont très concentrées : 591 communes comptent au moins une création dans ce secteur mais les 2/3 des créations se sont effectués dans 38 communes¹³. La localisation est celle des grands quartiers d'affaires de l'ouest parisien 8^{ème}, 16^{ème}, 17^{ème}, 15^{ème}, 9^{ème}, 18^{ème} et, dans une moindre mesure, du nord et de l'est parisien, ainsi que les communes tertiaires des Hauts-de-Seine, Boulogne-Billancourt, Neuilly, Levallois, Courbevoie, Rueil-Malmaison. Paris et les Hauts-de-Seine totalisent à eux seuls 67% du total des créations. Quelques communes de l'Est parisien font partie du peloton de tête des communes, Saint-Maur, Montreuil, Créteil, Saint-Denis et Vincennes. En seconde couronne, seules émergent les communes de Versailles et Evry.

¹² Voir la carte localisation des activités « conseil et assistance » en annexe 10

¹³ Voir la liste des communes en annexe 11

Un dynamisme des créations dans la restauration notamment à Paris et dans les communes les plus peuplées d'Ile-de-France



Les services aux particuliers désignent des activités générées par les besoins de la population, qu'elle soit résidente ou qu'il s'agisse des clientèles touristiques ou d'affaires. Elles regroupent trois grands secteurs, les hôtels et restaurants, les activités récréatives, culturelles et sportives, les services « personnels » (blanchisserie, coiffure...), les principaux secteurs créateurs étant la restauration et le secteur de la beauté (coiffure, soins du corps...).

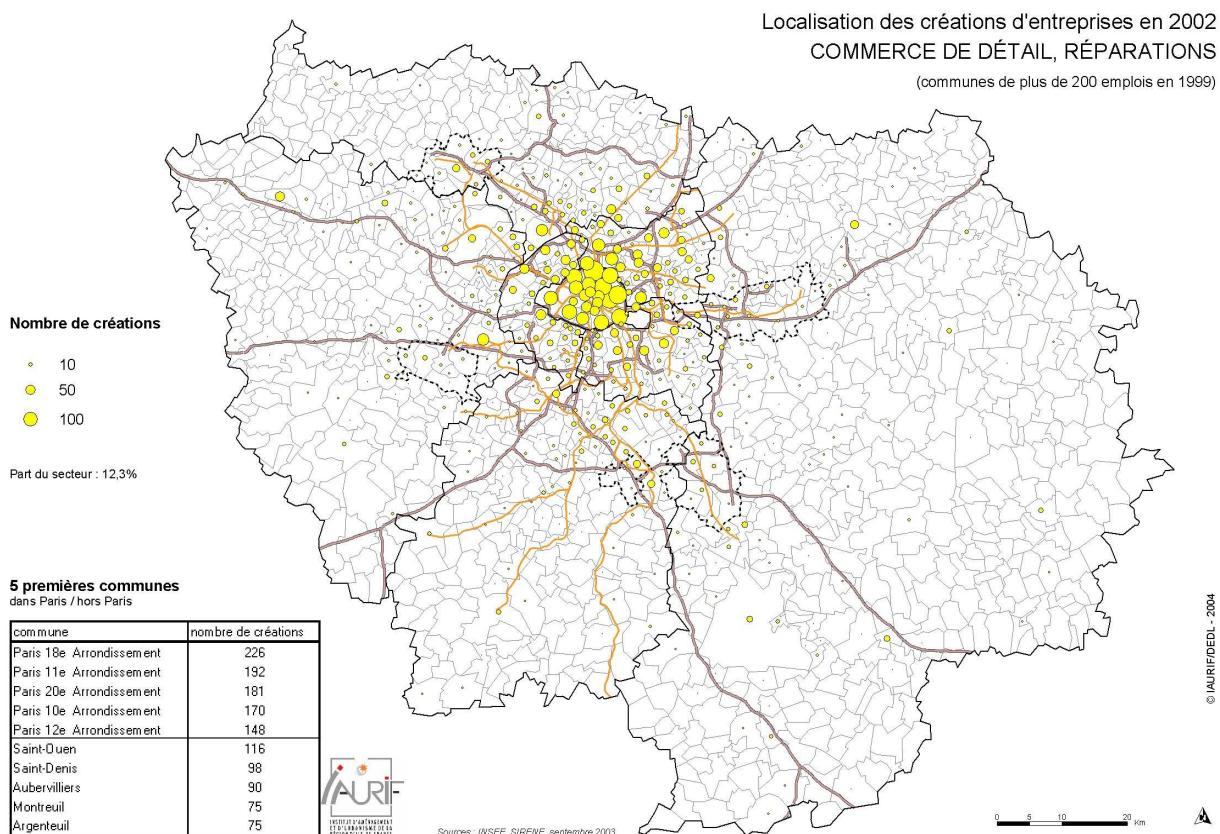
La localisation des créations est conforme à la localisation du marché ou de la clientèle et donc mieux répartie dans l'espace francilien que le secteur des services aux entreprises, davantage polarisé dans l'espace régional. Les 8 400 créations recensées dans ce secteur en 2002 sont réparties dans 556 communes, les 2/3 des créations se faisant dans 54 communes¹⁴.

Vraisemblablement à cause du poids de la restauration et dans une moindre mesure de l'hôtellerie, Paris arrive en première place dans ce secteur avec 44% du total des créations. Tous les arrondissements sont concernés, le 4^{ème} et le 7^{ème} l'étant un peu moins que les autres. Par ailleurs, on trouve les communes très peuplées de la première couronne, Boulogne-Billancourt, Levallois, Montreuil, Saint-Denis, Aubervilliers, Clichy, Asnières, Saint-Maur des Fossés, Vitry, mais aussi de seconde couronne, Versailles, Argenteuil, Melun, Meaux, Corbeil-Essonnes et Pontoise.

Si l'on compare cette géographie à celle des emplois, on constate que deux communes, Chessy et Roissy qui comptent parmi celles ayant le plus de salariés dans ce secteur d'activité, situation liée au poids de leur parc hôtelier, totalisent seulement trois créations à elles deux.

¹⁴ Voir la liste des communes en annexe 12

Une dispersion sur le territoire francilien des créations dans le commerce de détail



Le poste **commerce de détail et réparations d'articles domestiques**¹⁵ regroupe les activités de vente de biens neufs ou d'occasion à des particuliers et de réparations d'articles domestiques et personnels de type cordonnerie, horlogerie. Les activités artisanales à caractère commercial (boulangerie-pâtisserie, charcuterie) incluant une transformation des produits vendus ne font pas partie de ce champ et sont versées dans le champ de l'industrie.

Bien que le secteur du commerce de détail de proximité rencontre des difficultés (voir les études de l'INSEE sur les disparitions des commerces de bouche et spécialisés) et enregistre des défaillances particulièrement nombreuses, c'est un secteur très actif en termes de création. N'exigeant pas un niveau de qualification élevé, il attire de nombreux candidats. Ce secteur totalise 7 350 créations en 2002 soit 12% des créations totales.

Leur géographie se rapproche de celle des services aux particuliers tout en étant davantage dispersée : les 2/3 des créations sont localisés dans 83 communes¹⁶.

On retrouve en tête les arrondissements parisiens, en notant que les arrondissements centraux 5^{ème}, 4^{ème}, 2^{ème}, 6^{ème}, 3^{ème} et 1^{er} sont moins bien placés que les arrondissements plus périphériques, le prix des locaux commerciaux et le caractère moins résidentiel de ces arrondissements peuvent expliquer cette différence.

Quelques écarts avec la géographie décrite plus haut pour les services aux particuliers :

- les communes des Hauts-de-Seine sont moins nombreuses et moins bien placées par rapport aux communes de Seine-Saint-Denis et du Val de Marne

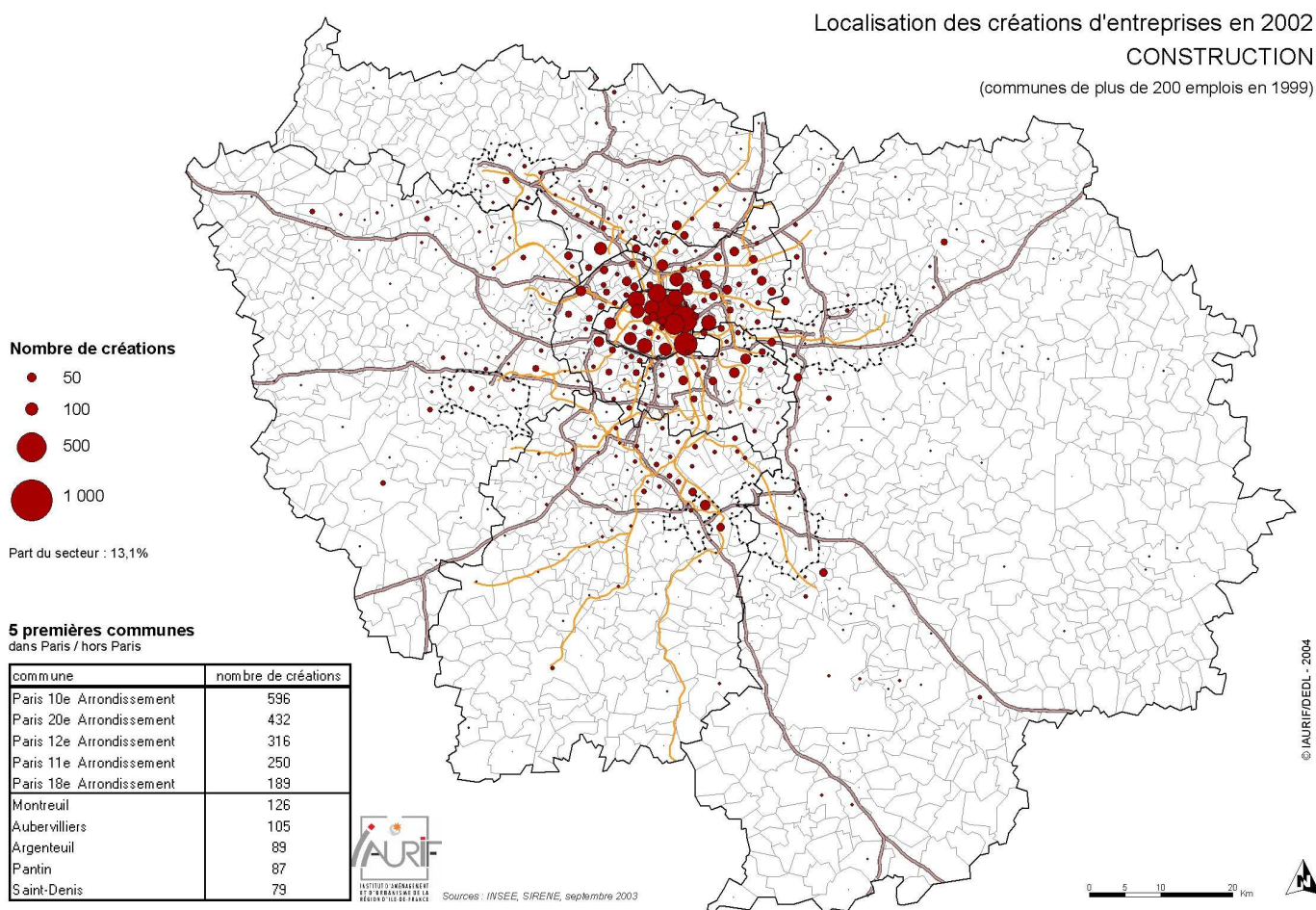
- la grande couronne est davantage représentée avec les villes commerçantes de l'ouest parisien : Versailles et Saint-Germain, les villes pôles de services qui structurent l'espace rural : Mantes-la-Jolie, Meaux, les Mureaux, Montereau-Fault-Yonne, les communes centres des villes nouvelles, Cergy, Evry, Noisy-le-Grand.

- plusieurs communes dotées d'un dispositif d'exonérations fiscales (ZFU) figurent parmi les communes les plus créatrices dans ce secteur : Sarcelles-Garges, Mantes-la-Jolie, Champigny, Meaux, les Mureaux.

¹⁵ Il s'agit du commerce hors Industrie Agro-Alimentaire. Les IAA représentent 1,2% du total des créations et ne modifient donc pas la localisation des créations dans le secteur du commerce. Une cartographie des créations dans le commerce incluant les IAA a été réalisée. Voir en annexe 13.

¹⁶ Voir la liste des communes en annexe 14

Le nord parisien polarise les créations dans le secteur de la construction



Le **secteur de la construction** est particulièrement actif dans la création d'entreprise. C'est le propre des secteurs peu concentrés dans lesquels les établissements de petite taille sont très nombreux. Avec 7 780 créations, soit 13% du total, c'est le troisième secteur créateur en Ile-de-France. Il compte beaucoup plus dans la création que son poids en termes d'effectifs salariés : 4,5% des effectifs salariés en 2002.

Comme dans le commerce de détail, les créations dans le secteur de la construction sont assez bien diffusées dans l'espace régional. Plus de 550 communes ont enregistré au moins une création en 2002 et les 2/3 des créations sont répartis entre 66 communes¹⁷.

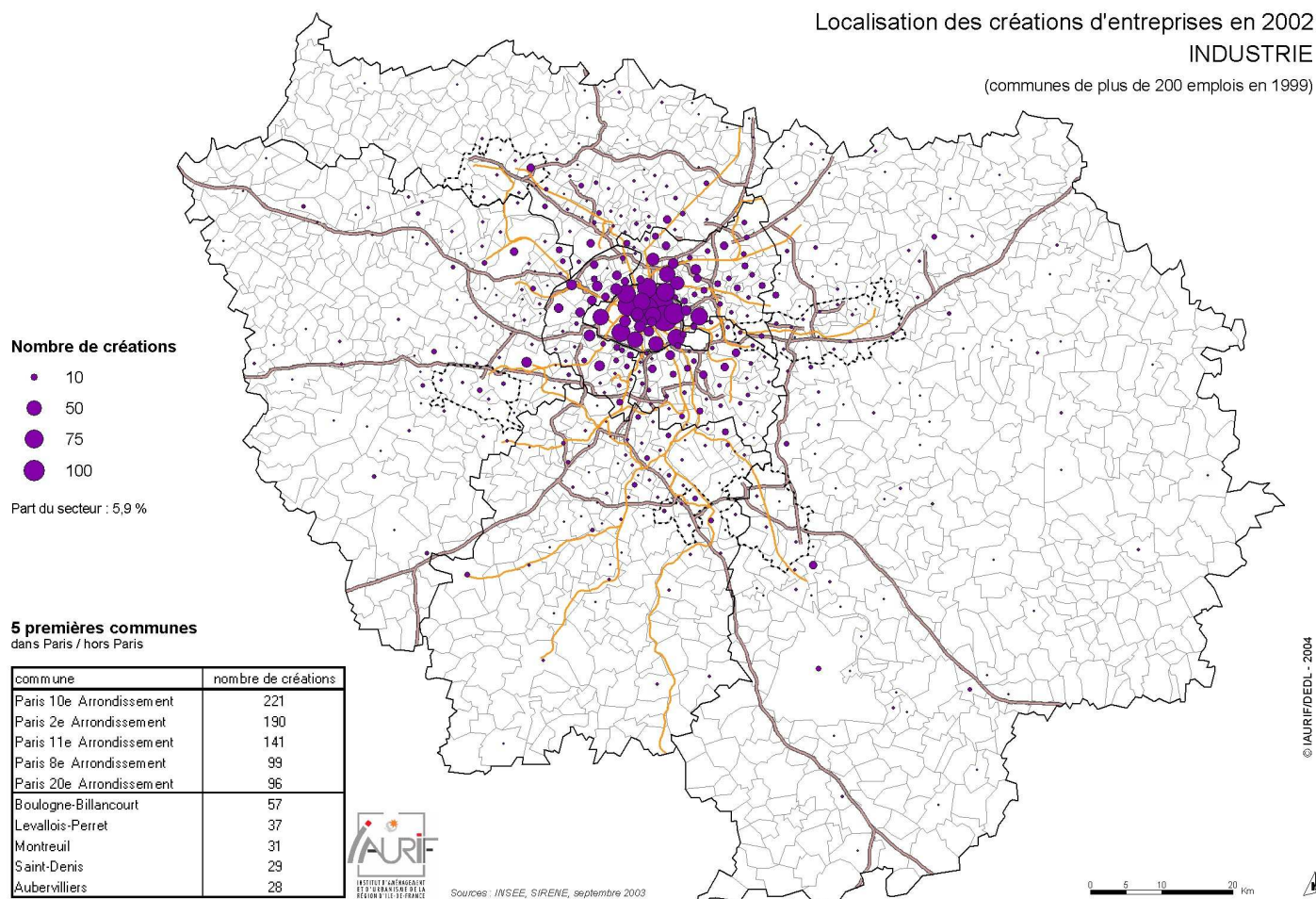
Paris est moins hégémonique dans ce secteur, il ne rassemble que 38% des créations contre 43% en moyenne tous secteurs confondus. C'est dans les arrondissements de la moitié nord que les créations sont concentrées alors que les arrondissements centraux sont délaissés.

Même constat pour les Hauts-de-Seine qui ne totalisent que 8% des créations contre 12% en moyenne. A la différence des autres secteurs étudiés, Nanterre est particulièrement bien positionné. De nombreuses communes de Seine-Saint-Denis mais aussi du Val-de-Marne sont bien placées sur ce secteur. On trouve Montreuil, Aubervilliers, Pantin et Saint-Denis, Saint-Maur-des-Fossés et Champigny-sur-Marne dans les 20 premières communes.

La seconde couronne est également plus dynamique dans ce secteur avec 29% des créations contre 26% en moyenne. Les communes d'Argenteuil, Evry, Sarcelles, Ris-Orangis, Melun et Corbeil figurent parmi les 20 premières communes.

¹⁷ Voir la liste des communes en annexe 15

Industrie textile et édition-imprimerie : l'essentiel des créations dans le centre de la capitale



L'industrie¹⁸ est le dernier secteur étudié dans cette approche sectorielle. Ce secteur qui a connu moins de 3 500 créations d'entreprise en 2002 représente 6% du total des créations. Les 2/3 des créations d'entreprises sont localisés dans 52 communes¹⁹. 448 communes ont enregistré au moins une création cette année-là. Trois activités dans l'industrie regroupent presque les 3/4 des créations, il s'agit de l'imprimerie-presses-édition, de l'industrie de l'habillement et du cuir et des industries agricoles et alimentaires c'est à dire les boulangeries-pâtisseries, les charcuteries, trois secteurs peu concentrés composés principalement d'établissements de petite taille.

La nature de ces activités permet de comprendre la géographie des créations dans ce secteur d'activité. Paris, où les deux premières industries, celle de l'édition et du textile, sont particulièrement bien implantées regroupe 45% des créations de l'industrie. Le 2^{ème} arrondissement parisien, où se situe le Sentier, arrive d'ailleurs en seconde place du classement. Les Hauts-de-Seine, pourtant le 1^{er} département industriel d'Ile-de-France et de France, ne compte que 10% des créations. Montreuil, Aubervilliers, Pantin, Saint-Denis devançant Boulogne et Levallois.

La grande couronne ne totalise que 23% des créations, avec 5 communes figurant parmi les 52 communes réunissant les 3/4 des créations : Versailles, Saint-Ouen-l'Aumône, Sarcelles, Saint-Germain-en-Laye et Argenteuil. Parmi les 5 secteurs analysés, c'est là que les performances sont les moins bonnes.

Hormis dans les communes mentionnées, le nombre d'entreprises créées annuellement dans l'industrie est faible (inférieur ou égal à 40 par an).

¹⁸ Il s'agit de l'industrie y compris les IAA. Une cartographie des créations dans l'industrie hors IAA a été réalisée. Elle figure en annexe 16.

¹⁹ Voir la liste des communes en annexe 17

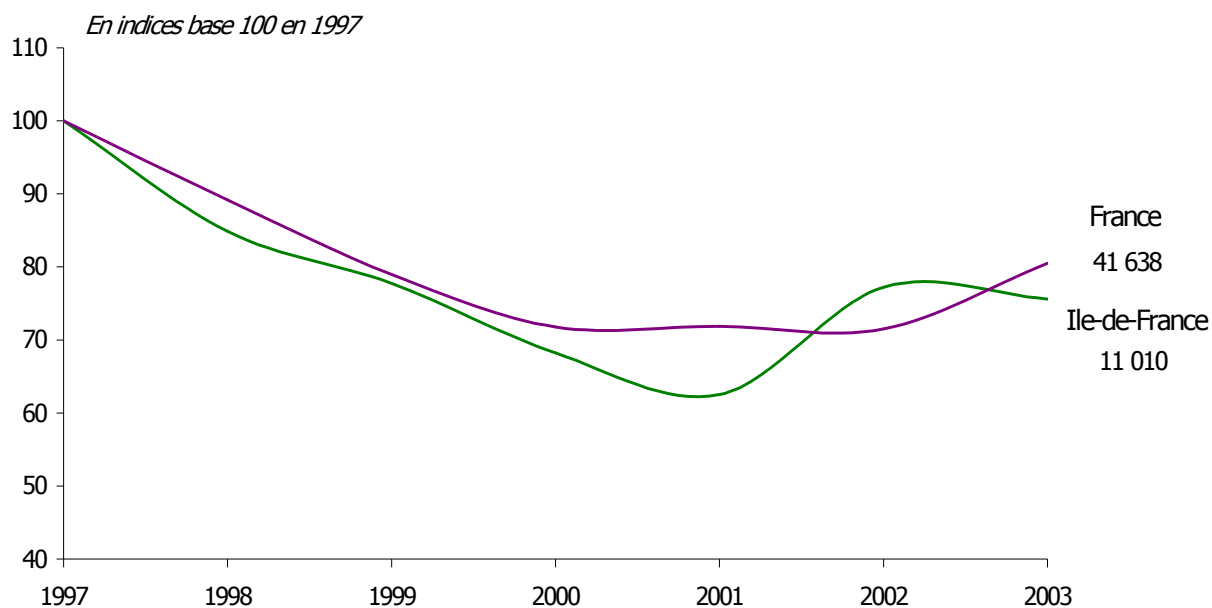
IV. LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises en Ile-de-France : la tendance à la baisse se confirme en 2003

Après une nette diminution sur la période 1997-2001, le nombre des défaillances augmente dans la région en 2002, puis redescend en 2003 pour atteindre 11 010 unités à comparer aux 41 638 créations.

Depuis 2001, le cycle francilien semble s'être inversé par rapport à celui de la France entière : quand les défaillances augmentent en France, elles diminuent en Ile-de-France, et réciproquement.

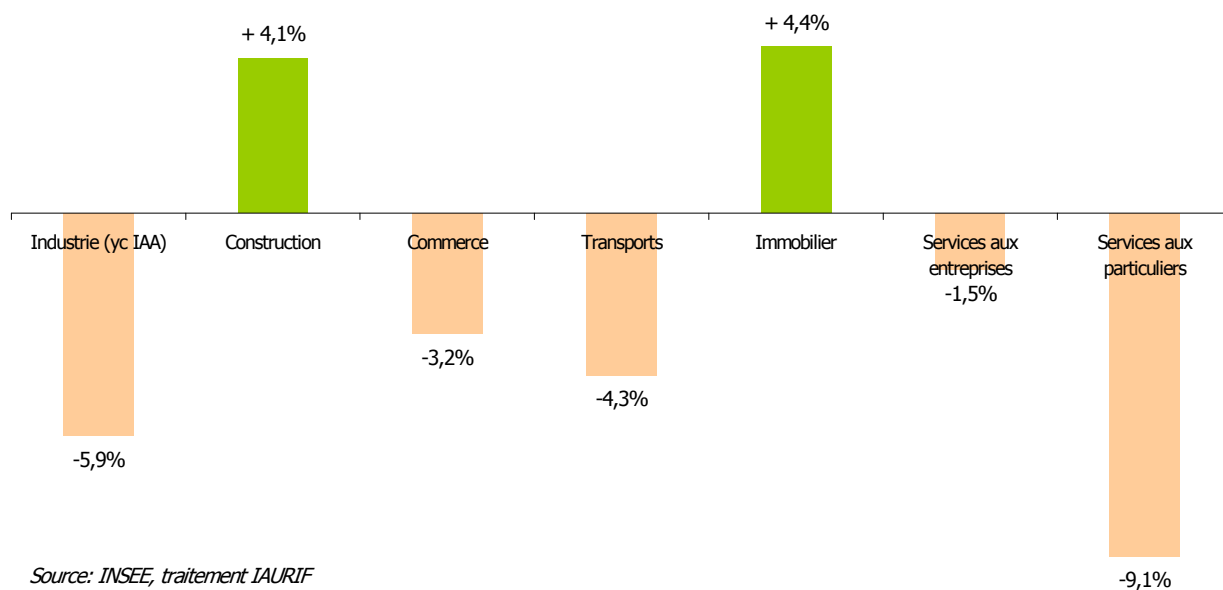
Évolution des défaillances d'entreprises 1997 - 2003



Source: INSEE, traitement IAURIF

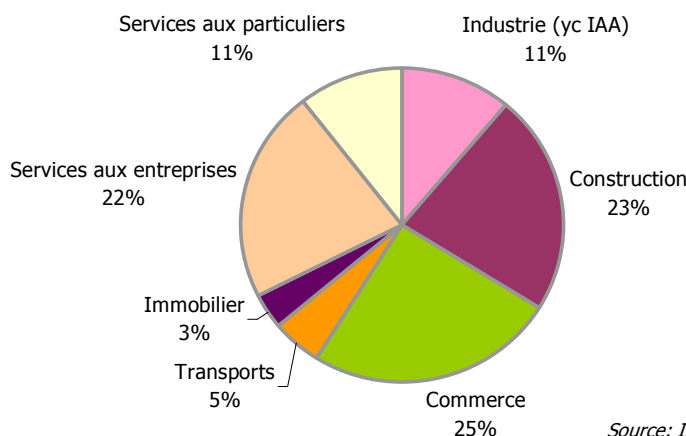
En 2003, la tendance à la baisse du nombre de défaillances semble donc engagée dans la région. Cela concerne presque tous les secteurs d'activités, à l'exception de la construction et de l'immobilier. C'est dans les services aux particuliers que la baisse est la plus importante (-9,1%), et notamment dans la restauration de type rapide.

Variation des défaillances d'entreprises par activité en Ile-de-France entre 2002 et 2003



Source: INSEE, traitement IAURIF

Défaillances d'entreprises selon le secteur d'activité en 2003



Source: INSEE, traitement IAURIF

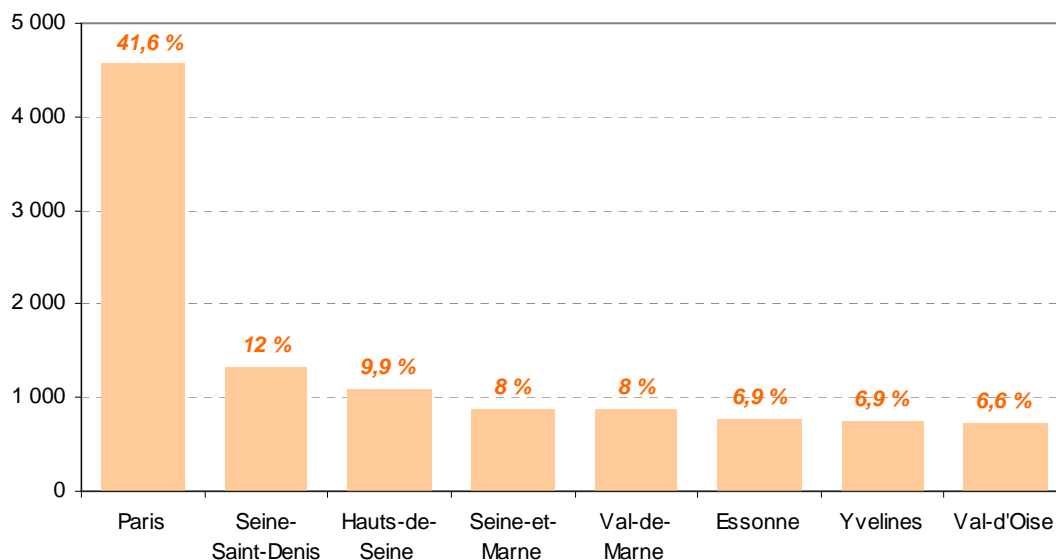
La répartition des défaillances d'entreprises par activité en 2003 montre la prédominance de défaillances dans le secteur du commerce, de la construction, et des services aux entreprises, les 3 premiers secteurs en terme de créations. Les défaillances étant le pendant des créations d'entreprises, on les retrouve plus ou moins situées dans les mêmes secteurs d'activité.

On observe 2 phénomènes :

- les entreprises nouvelles de services aux entreprises sont les plus solides. Elles représentent 30% des créations et seulement 22% des défaillances ;
- au contraire, les entreprises de construction sont plus fragiles : les créations représentent 13% dans ce secteur et les défaillances 23%.

Paris concentre 42% des défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises par département en 2003



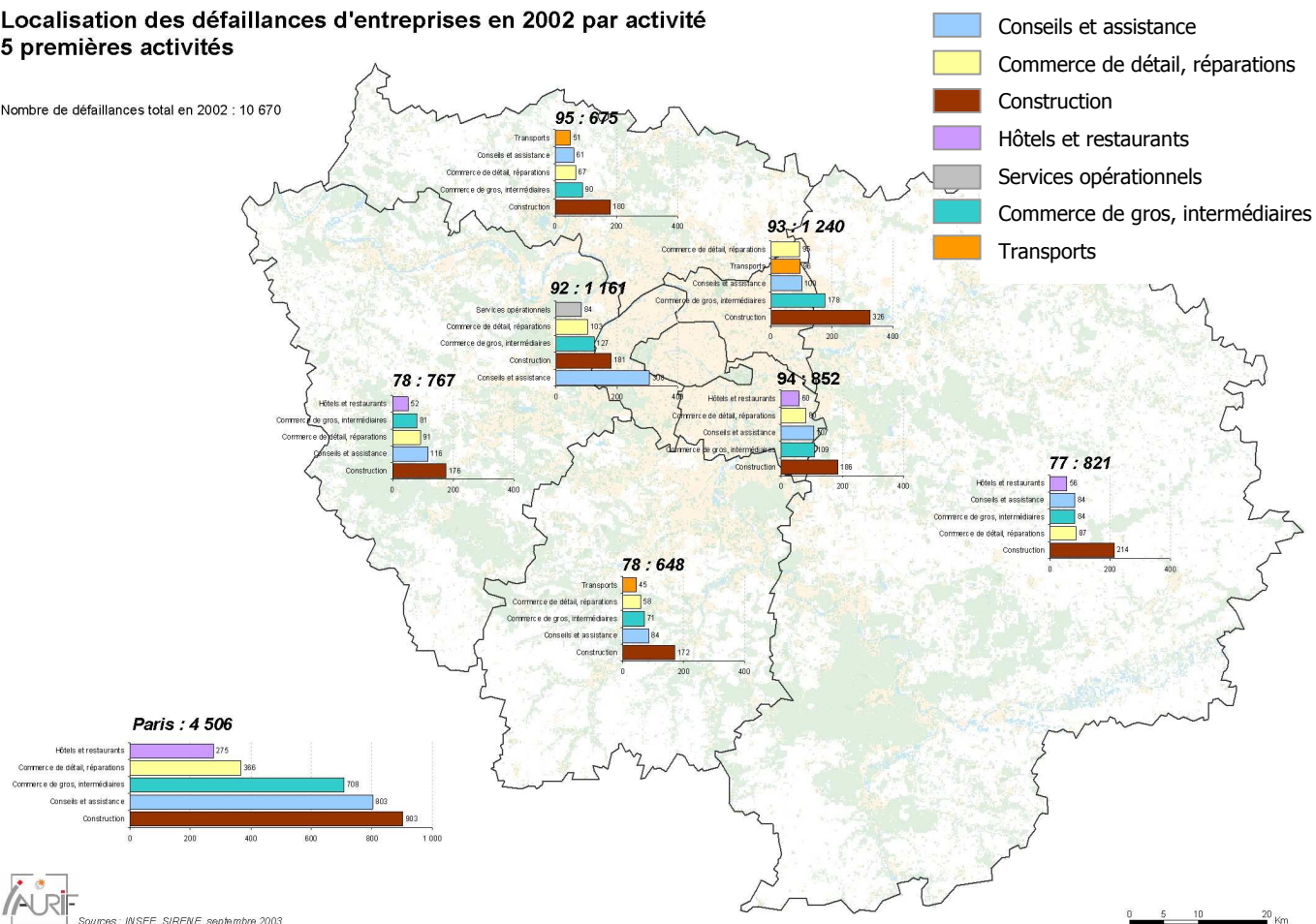
En toute logique, Paris, lieu privilégié d'implantation de nouvelles entreprises, concentre également la majorité des défaillances de la région (4 500). La Seine-Saint-Denis arrive seconde au classement du nombre des défaillances en 2003 avec 1 240 unités suivie des Hauts-de-Seine avec 1 154 unités. Ce classement était inversé en 2002, les Hauts-de-Seine connaissaient davantage de défaillances que la Seine-Saint-Denis²⁰.

²⁰ Voir le tableau « variation des défaillances d'entreprises par département entre 1997 et 2003 » en annexe 18

Un quart des défaillances d'entreprises de la région concerne des activités de commerce

Localisation des défaillances d'entreprises en 2002 par activité 5 premières activités

Nombre de défaillances total en 2002 : 10 670



En 2002, comme en 2003, ce sont essentiellement des entreprises de commerce qui connaissent le plus de défaillances. On observe de nombreuses défaillances dans le commerce et la réparation automobile ainsi que dans le commerce de détail de proximité. Les entreprises du secteur étant très diffusées sur l'ensemble du territoire francilien, les défaillances ne sont pas concentrées dans un département en particulier²¹.

Viennent ensuite les entreprises de construction, dont les défaillances s'élèvent à 2 513 unités. Dans tous les départements, la construction figure parmi le premier secteur en terme de défaillances, sauf dans les Hauts-de-Seine où il figure en deuxième position. Ce sont essentiellement les entreprises de travaux de maçonnerie générale et de construction de maisons individuelles qui sont les plus touchées. Leur nombre est en constante augmentation depuis 2000. C'est le cas notamment à Paris (903 défaillances), en Seine-Saint-Denis (326 défaillances).

²¹ Voir le tableau « répartition des défaillances d'entreprises par département et par activité » en annexe 19

Le dynamisme économique de l'Ile-de-France en 2003

Moyenne IDF : 1,38

Moyenne France : 1,35

Indice de dynamisme économique

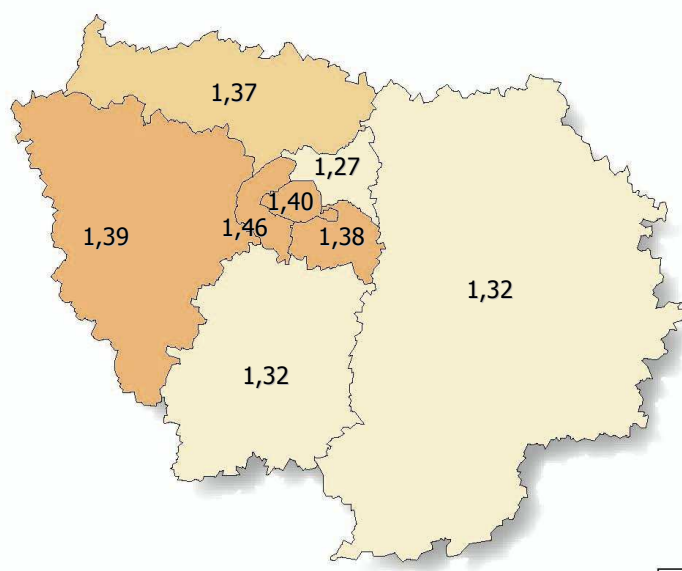
1,27 - 1,34

1,35 - 1,37

1,38 - 1,46

L'indice de dynamisme économique correspond au rapport : créations / (défaillances + cessations)

Sources : Cofacering 2003



© IAURIF/DEDL - 2003

20 km



L'indice de dynamisme économique correspond au rapport : créations / (défaillances+cessations).

Il peut se traduire par :

« pour une entreprise qui disparaît, 1,38 entreprises se crée en Ile-de-France, et 1,35 en France ».

3 groupes se distinguent :

Les Hauts-de-Seine, Paris, les Yvelines et le Val-de-Marne sont particulièrement dynamiques, avec des indices supérieurs à la moyenne en Ile-de-France.

Le Val d'Oise, se situe en dessous de la moyenne IDF mais au-dessus de la moyenne France.

La Seine-et-Marne, l'Essonne et la Seine-Saint-Denis arrivent à la fin du classement avec un indice inférieur à la moyenne France entière.

CONCLUSION

L'Ile-de-France a enregistré en 2003 la plus forte progression des créations d'entreprises depuis 1994. Cette croissance exceptionnelle demeure cependant inférieure à celle de la province. 65 924 entreprises franciliennes ont été créées, reprises ou réactivées en 2003. Parallèlement, la tendance à la baisse du nombre de défaillances d'entreprises se confirme.

Le nombre de créateurs financièrement aidés a beaucoup progressé en 2003. Ils ont bénéficié soit de l'aide spécifique aux chômeurs créateurs d'entreprises (ACCRE), soit d'un prêt. Les retombées de la loi sur l'initiative économique, notamment la modification de la loi sur les SARL, ont grandement facilité l'accès à l'entrepreneuriat.

Les services aux entreprises, et notamment le « conseil et assistance » demeurent les activités privilégiées des créations dans la région. Le commerce de détail attire de nouveaux créateurs, après avoir été longtemps en retrait. Les créations concernent également des secteurs dans lesquels il existe un tissu dense de petites entreprises, comme le secteur de la construction par exemple.

La géographie des créations d'entreprises se confond avec celle des emplois et surtout des entreprises. Plus l'activité économique est développée, plus le tissu d'entreprises est dense et plus les créations sont nombreuses.

On observe une forte dynamique de la création d'entreprises sur Paris, ainsi qu'une forte dynamique dans les communes de Seine-Saint-Denis. Par contre, les grands pôles d'emplois de seconde couronne (Roissy, villes nouvelles...) ne sont pas fortement créateurs d'entreprises.

Le lien entre structures d'aide à la création et volume de créations a été abordé uniquement à travers la localisation des pépinières d'entreprise et des zones franches urbaines.

Le lien entre localisation des pépinières et créations d'entreprises ne se traduit pas au niveau quantitatif : certaines communes qui accueillent des pépinières n'ont pas forcément un fort taux de création d'entreprises, et inversement. On note, par ailleurs, un impact positif des ZFU sur la création d'entreprises.

Une analyse plus qualitative apparaît nécessaire si l'on veut appréhender l'organisation de l'aide à la création d'entreprises et son impact réel sur le nombre de créations.

MÉTHODOLOGIE ET DÉFINITIONS

Les créations d'entreprises

Les statistiques sur les créations d'entreprises sont issues du répertoire des entreprises et des établissements SIRENE, géré par l'INSEE en application du décret n°73-314 du 14 mars 1973. Les entreprises et établissements sont classés selon leur Activité Principale Exercée (code APE). Ces statistiques concernent l'ensemble des secteurs marchands du champ ICS : Industrie, Commerce et Services, à l'exclusion des services financiers.

Création d'entreprises : elle se matérialise par l'immatriculation de l'unité au répertoire SIRENE, et correspond à la création du premier établissement économiquement actif. Le concept de création d'entreprises est pris au sens large : il inclut tous les mouvements donnant lieu à une prise d'activité : création pure, reprise, réactivation.

Création pure : création d'un établissement économiquement actif jusqu'alors inexistant, ayant pour conséquence l'exploitation de nouveaux moyens de production.

Reprise : unité légale qui reprend totalement ou partiellement l'activité d'un ou plusieurs établissements économiques d'une autre unité légale.

Réactivation : c'est le fait, pour une entreprise qui avait cessé son activité économique, de la reprendre. Ce mouvement concerne surtout les personnes physiques, en particulier les artisans et commerçants.

Entreprise : unité économique, juridiquement autonome, organisée pour la mise en œuvre d'un ensemble de facteurs de production de biens et de services pour le marché.

Établissement : unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise.

Unité marchande : une unité est considérée comme marchande si plus de 50% de ses ressources courantes provient de la vente de sa production.

Secteur : sont classées dans un même secteur les entreprises ayant la même activité principale.

Les défaillances d'entreprises

Sources : les statistiques de défaillances proviennent du B.O.D.A.C.C. (Bulletin officiel d'Annonces Civiles et Commerciales), qui publie tous les mois les jugements intervenus aux cours des mois précédents. Des aléas techniques peuvent faire varier considérablement le volume des publications (vacances, grèves, rattrapages ...). Compte tenu du décalage entre la date du jugement et celle de la publication, il faut attendre environ six mois pour que la statistique à la date du jugement soit pratiquement définitive.

Champ des données : les séries donnent le nombre d'entreprises défaillantes pour l'ensemble des secteurs d'activités sauf ceux relatifs à l'agriculture, l'administration, le secteur financier, l'éducation, la santé et l'action sociale, aux activités associatives.

Les défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires. Elles ne tiennent pas compte de l'issue des procédures : liquidation ou redressement par continuation ou reprise.

Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre.

Cessation d'entreprise : il ne faut pas confondre la notion de défaillance avec celle plus large de cessation qui correspond à l'arrêt total de l'activité économique d'une entreprise. Une cessation est consécutive à la mort « naturelle » d'une entreprise quand le chef d'entreprise prend l'initiative de cesser son activité.

LES MESURES D'AIDE A LA CRÉATION D'ENTREPRISE

L'ACCRES (Aide aux Chômeurs Créateurs ou Repreneurs d'Entreprise) : depuis le 1er janvier 1997, cette aide consiste en une exonération de charges sociales pendant un an. Elle consistait auparavant en une aide forfaitaire.

PCE (Prêt à la Création d'Entreprise) : mis en oeuvre par la Banque de Développement des PME, le prêt à la création d'entreprise facilite le financement de petits projets.

Le PARE (Plan d'Aide au Retour à l'Emploi) : il a été mis en place à partir du second semestre de 2001 et n'est monté en régime que progressivement. II prévoit des dispositions favorables à la création d'entreprise. Ces mesures permettent au créateur de disposer de ressources durant les premiers temps de vie de l'entreprise qui correspond à la période où elle ne génère pas suffisamment de bénéfices pour rémunérer le créateur.

Depuis le mois de juillet 2001, le créateur d'entreprise a la possibilité de cumuler les revenus issus de sa société avec son allocation chômage, pendant 18 mois au plus (sous condition de revenus). En cas de faillite de l'entreprise, il a droit aux allocations chômage pour une durée de 3 ans maximum après la perte de l'emploi salarié précédent la création.

Depuis le mois de février 2002, l'UNEDIC accepte que les aides ACCRE et EDEN (prime à la création d'entreprise) soient cumulées aux autres avantages accordés aux chômeurs franchissant le pas.

Ces modifications ont renforcé la sécurité financière du créateur d'entreprise. Une campagne d'information lancée à l'automne 2002, avec la participation de UNEDIC, a pu inciter les nouveaux créateurs à franchir le pas.

La loi pour l'initiative économique, dite loi Dutreil, a été publiée au J.O. du 5 août 2003. Elle comprend des mesures qui répondent à cinq préoccupations :

► Simplifier la création d'entreprise

La loi ne fixe plus de minimum pour le capital social des SARL; les associés déterminent librement son montant. Les procédures administratives sont allégées.

► Faciliter la transition entre le statut de salarié et celui d'entrepreneur

Le salarié qui crée une entreprise peut conserver son emploi salarié pendant un an, ou recourir à un congé pendant lequel son contrat est suspendu. II est exonéré des cotisations sociales dues au titre de sa nouvelle activité d'entrepreneur pendant douze mois.

► Financer l'initiative économique

Création de fonds communs de placements à risque, à vocation de proximité, et réductions d'impôts pour les personnes investissant dans ces fonds ou réalisant des apports en espèces au capital des sociétés nouvelles.

► Permettre l'accompagnement social des projets

Différé pour le paiement des cotisations, extension du dispositif Eden (prime à la création d'entreprise) aux demandeurs d'emploi de plus de cinquante ans.

► Favoriser le développement et la transmission de l'entreprise

Exonération d'impôt sur les plus-values dans certaines conditions, exonération des droits de mutation pour les donations réalisées au profit des salariés de l'entreprise.

Cette loi, avec d'autres facteurs, a pu avoir deux types d'effets sur les créateurs d'entreprise en 2003 :

- un effet d'anticipation sur le premier semestre, qu'il n'est pas possible d'évaluer, faute de données d'enquête auprès des créateurs d'entreprise ;
- un effet direct sur le dernier trimestre, pour lequel on ne dispose pas d'un recul suffisant.

ANNEXES

Annexe 1 : les différents statuts juridiques en France

L'entreprise individuelle française, appelée également entreprise en nom propre ou entreprise en nom personnel, se caractérise par un formalisme extrêmement réduit. L'identité de l'entreprise se confond avec celle de son propriétaire. Les modalités de constitution ou de retrait sont simples, aucun capital minimum n'est exigé et le dirigeant est dispensé de publication des comptes. Il a la capacité de décider seul, mais en contrepartie, il engage sa responsabilité sur la totalité de son patrimoine. Il court le risque de saisie sur ses biens personnels en cas de faillite. La loi Madelin du 11 février 1994 le protège en partie, en rappelant que les éléments pouvant être appelés en garantie sont en priorité les biens nécessaires à l'exploitation.

En France, **la société à responsabilité limitée (SARL)** a un nombre d'associés limité à 50. La responsabilité est limitée au montant des apports, mais un associé qui s'est porté personnellement caution engage sa responsabilité à hauteur de son cautionnement. En cas de faute de gestion, la responsabilité peut également être engagée. La loi ne fixe plus de montant minimum pour le capital social de la SARL (loi Dutreil). Cette forme juridique ne peut pas être adoptée pour des activités comme les assurances, certaines professions libérales, etc.

L'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL) est une variante de la SARL. Sa spécificité vient du fait qu'elle n'est composée que d'un associé qui gère seul son affaire. Celle-ci est soumise aux mêmes règles que celles qui s'appliquent à la SARL avec quelques aménagements : les règles de tenue des assemblées sont différentes, le pouvoir est entre les mains d'une seule personne, etc. Cette forme juridique limite la responsabilité de l'entrepreneur (séparation des patrimoines personnel et professionnel).

La constitution d'une **société anonyme (SA)** est soumise à un formalisme important. Par exemple, sept associés sont nécessaires, un capital d'au moins 37 000 euros doit être réuni, la présence d'un commissaire aux apports est obligatoire et la constitution n'est possible que sous seing privé ou par acte notarié. L'administration est relativement lourde et coûteuse, en raison des multiples organes obligatoires : les administrateurs perçoivent souvent une rétribution sous forme de jetons de présence et la rémunération des commissaires aux comptes est élevée.

La **société civile professionnelle (SCP)** est une structure qui permet à des personnes physiques exerçant une profession libérale réglementée d'exercer en commun leur activité. Les associés sont personnellement garants de leurs actes professionnels. Ils sont également indéfiniment et solidairement responsables des dettes de la société.

Annexe 2 : Répartition des créations par département et par activité en 2002

Créations d'entreprises en 2002 par activité

(dans les communes de plus de 200 emplois, soit 98,6% des créations)

	75	77	78	91	92	93	94	95	IDF
B0 Industries agricoles et alimentaires	209	66	60	57	90	99	69	51	701
C1 Habillement, cuir	558	16	6	5	15	230	25	25	880
C2 Édition, imprimerie, reproduction	493	37	56	25	123	75	70	22	901
C3 Pharmacie, parfumerie et entretien	11	1			3	1	1		17
C4 Industries des équipements du foyer	132	21	34	23	28	19	16	23	296
D0 Industrie automobile	1	1	2	1	2	2		1	10
E1 Construction navale, aéronautique et ferroviaire	2	2	3		2		2		11
E2 Industries des équipements mécaniques	18	22	13	13	11	10	15	24	126
E3 Industries des équipements électriques et électroniques	37	4	12	13	18	8	13	12	117
F1 Industries des produits minéraux	9	4	8	4	12	9	11	3	60
F2 Industrie textile	20	3	3	2	10	10	6	1	55
F3 Industries du bois et du papier	11	10	3	5	1	4	2	3	39
F4 Chimie, caoutchouc, plastiques	9	3	1	2	5	4	2	4	30
F5 Métallurgie et transformation des métaux	22	15	12	18	11	19	12	14	123
F6 Industrie des composants électriques et électroniques	6	6	6	5	12	8	5	5	53
G1 Production de combustibles et de carburants	2				2				4
G2 Eau, gaz, électricité	26		1		19				46
H0 Construction	2 952	539	493	618	663	1 229	665	621	7 780
J1 Commerce et réparation automobile	170	108	100	76	113	168	87	120	942
J2 Commerce de gros, intermédiaires	2 558	253	277	261	497	849	359	283	5 337
J3 Commerce de détail, réparations	2 277	609	611	527	747	1 205	703	639	7 318
K0 Transports	434	154	156	161	253	438	237	212	2 045
M0 Activités immobilières	1 152	153	193	130	316	112	285	86	2 427
N1 Postes et télécommunications	182	5	9	19	71	64	34	18	402
N2 Conseils et assistance	7 253	461	1 067	624	1 923	597	812	564	13 301
N3 Services opérationnels	1 826	218	325	258	546	384	296	287	4 140
N4 Recherche et développement	52	2	7	5	9	2	11	3	91
P1 Hôtels et restaurants	2 121	340	311	257	574	600	428	294	4 925
P2 Activités récréatives, culturelles et sportives	1 087	77	115	96	316	136	88	40	1 955
P3 Services personnels et domestiques	466	140	142	126	172	138	150	120	1 454
Q1 Éducation	333	50	90	43	102	48	47	58	771
Q2 Santé, action sociale	982	209	319	255	375	199	266	219	2 824
Ensemble des activités	25 411	3 529	4 435	3 629	7 041	6 667	4 717	3 752	59 181

Source: INSEE, Sirene, traitement IAURIF

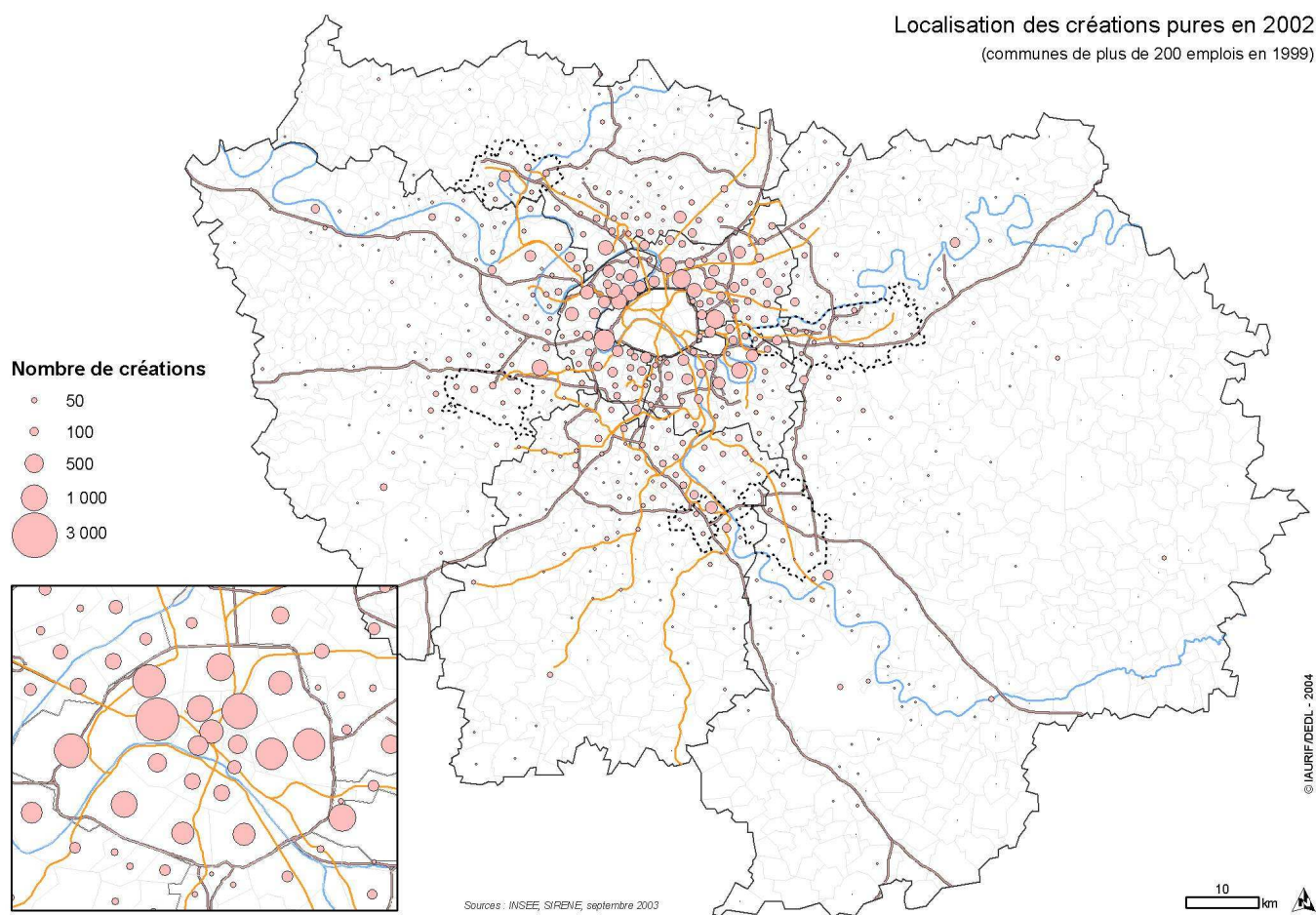
Annexe 3 : Variation des créations d'entreprises par département entre 1993 et 2003

Variation des créations d'entreprises par département

	Variation 2003/1993	Variation 2002/1993	Variation 2003/2002	En nombre de création 2003/2002
Paris	6,0%	1,0%	4,9%	1521
Hauts-de-Seine	2,9%	-6,6%	10,2%	216
Seine-Saint-Denis	0,7%	-8,0%	9,5%	49
Val-de-Marne	-11,0%	-21,7%	13,6%	-674
Seine et Marne	-6,2%	-16,4%	12,1%	-294
Yvelines	3,7%	-8,9%	13,9%	189
Essonne	-8,6%	-16,9%	10,1%	-390
Val d'Oise	0,6%	-11,3%	13,3%	25
Ile-de-France	1,0%	-7,1%	8,7%	642
Total France hors IdF	8,2%	-0,8%	9,0%	16176

Source: INSEE, Sirene, traitement IAURIF

Annexe 4 : Carte des créations pures en 2002



Annexe 5 : Liste des communes totalisant les 2/3 des créations pures en 2002

INSEE	COMMUNE	CREATION PURE 2002
75108	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	2709
75110	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	1807
75116	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	1750
75117	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	1568
75120	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	1440
75111	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	1417
75118	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	1101
75112	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	1083
75115	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	1056
75109	PARIS 9E ARRONDISSEMENT	1026
75119	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	840
75102	PARIS 2E ARRONDISSEMENT	801
75113	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	764
75114	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	746
92012	BOULOGNE-BILLANCOURT	673
75101	PARIS 1ER ARRONDISSEMENT	596
93048	MONTREUIL	511
75103	PARIS 3E ARRONDISSEMENT	510

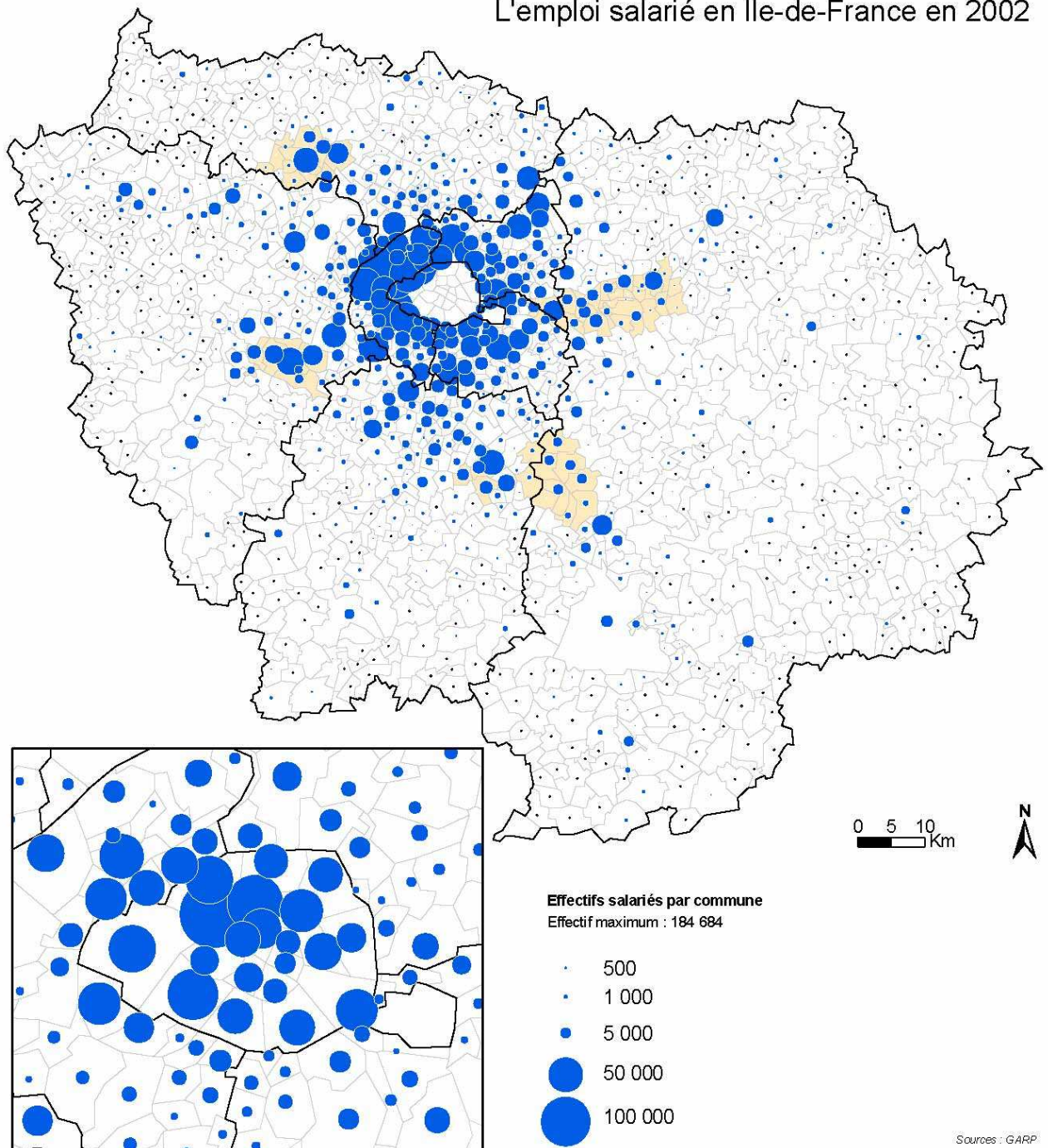
75107	PARIS 7E ARRONDISSEMENT	508
93001	AUBERVILLIERS	481
92044	LEVALLOIS-PERRET	390
94068	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	380
75106	PARIS 6E ARRONDISSEMENT	378
92051	NEUILLY-SUR-SEINE	378
75105	PARIS 5E ARRONDISSEMENT	372
93066	SAINT-DENIS	370
78646	VERSAILLES	364
92026	COURBEVOIE	337
93055	PANTIN	316
95018	ARGENTEUIL	304
92004	ASNIERES-SUR-SEINE	290
75104	PARIS 4E ARRONDISSEMENT	288
92050	NANTERRE	285
92063	RUEIL-MALMAISON	266
92024	CLICHY	231
94028	CRETEIL	231
92025	COLOMBES	225
93005	AULNAY-SOUS-BOIS	212
92062	PUTEAUX	211
94017	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	207
95585	SARCELLES	206
91228	EVRY	205
93008	BOBIGNY	205
92073	SURESNES	199
94081	VITRY-SUR-SEINE	197
93029	DRANCY	196
94080	VINCENNES	193
92040	ISSY-LES-MOULINEAUX	190
94041	IVRY-SUR-SEINE	190
78551	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	181
93070	SAINT-OUEN	179
92049	MONTROUGE	169
95127	CERGY	163
93051	NOISY-LE-GRAND	150
93027	COURNEUVE (LA)	149
93010	BONDY	147
94046	MAISONS-ALFORT	147
92036	GENNEVILLIERS	144
93031	EPINAY-SUR-SEINE	143
77288	MELUN	142
TOTAL		30 917

Annexe 6 : Liste des communes totalisant les 2/3 des créations d'entreprises en 2002

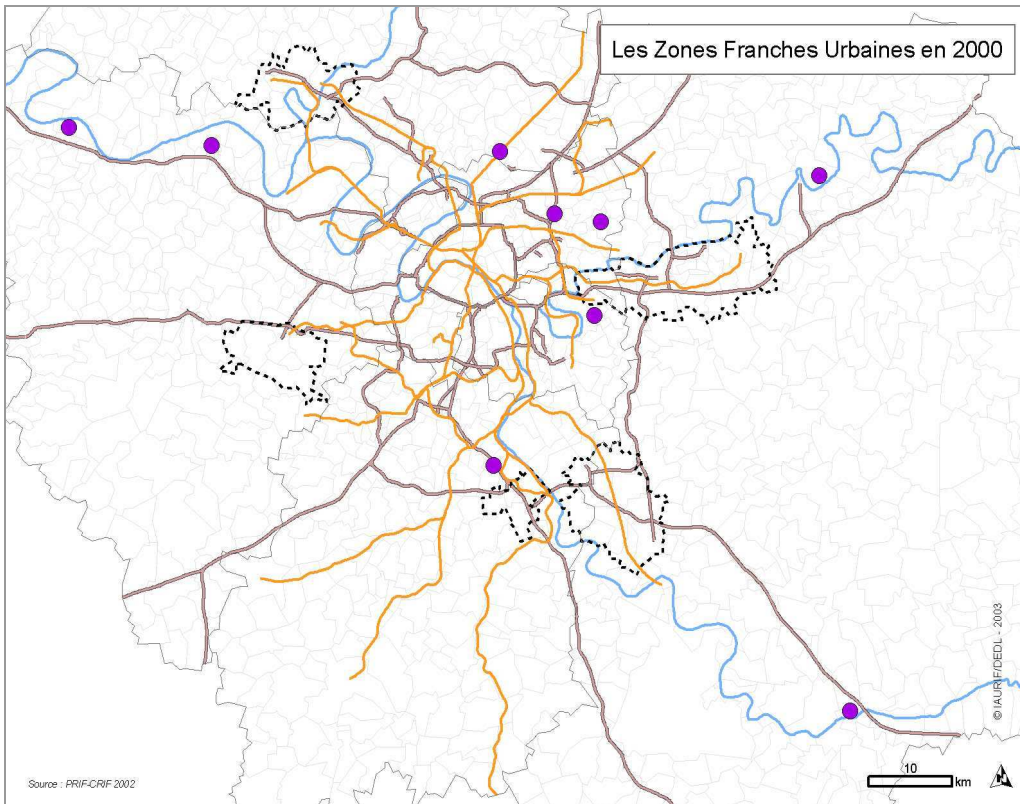
INSEE	COMMUNE	CREATION 2002
75108	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	3 012
75110	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	2 151
75116	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	2 050
75117	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	1 936
75111	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	1 826
75120	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	1 780
75118	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	1 470
75115	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	1 391

75112	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	1 374
75109	PARIS 9E ARRONDISSEMENT	1 294
75119	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	1 080
75113	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	1 007
75114	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	992
75102	PARIS 2E ARRONDISSEMENT	957
92012	BOULOGNE-BILLANCOURT	825
75101	PARIS 1ER ARRONDISSEMENT	722
93048	MONTREUIL	654
75103	PARIS 3E ARRONDISSEMENT	639
93001	AUBERVILLIERS	628
75107	PARIS 7E ARRONDISSEMENT	620
75105	PARIS 5E ARRONDISSEMENT	526
94068	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	517
93066	SAINT-DENIS	511
92044	LEVALLOIS-PERRET	500
75106	PARIS 6E ARRONDISSEMENT	489
78646	VERSAILLES	475
92051	NEUILLY-SUR-SEINE	460
93055	PANTIN	428
92026	COURBEVOIE	406
95018	ARGENTEUIL	404
92004	ASNIERES-SUR-SEINE	393
75104	PARIS 4E ARRONDISSEMENT	377
92050	NANTERRE	358
92063	RUEIL-MALMAISON	333
92024	CLICHY	309
94028	CRETEIL	303
92025	COLOMBES	292
93005	AULNAY-SOUS-BOIS	290
94017	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	290
94081	VITRY-SUR-SEINE	284
93029	DRANCY	281
92062	PUTEAUX	273
93070	SAINT-OUEN	269
95585	SARCELLES	265
94041	IVRY-SUR-SEINE	263
94080	VINCENNES	260
93008	BOBIGNY	250
92073	SURESNES	244
92040	ISSY-LES-MOULINEAUX	240
91228	EVRY	235
78551	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	230
92049	MONTROUGE	218
93027	COURNEUVE (LA)	208
77288	MELUN	207
94046	MAISONS-ALFORT	201
95127	CERGY	201
93051	NOISY-LE-GRAND	200
92036	GENNEVILLIERS	195
93010	BONDY	187
78586	SARTROUVILLE	183
92002	ANTONY	181
93006	BAGNOLET	181
93031	EPINAY-SUR-SEINE	179
TOTAL		39 504

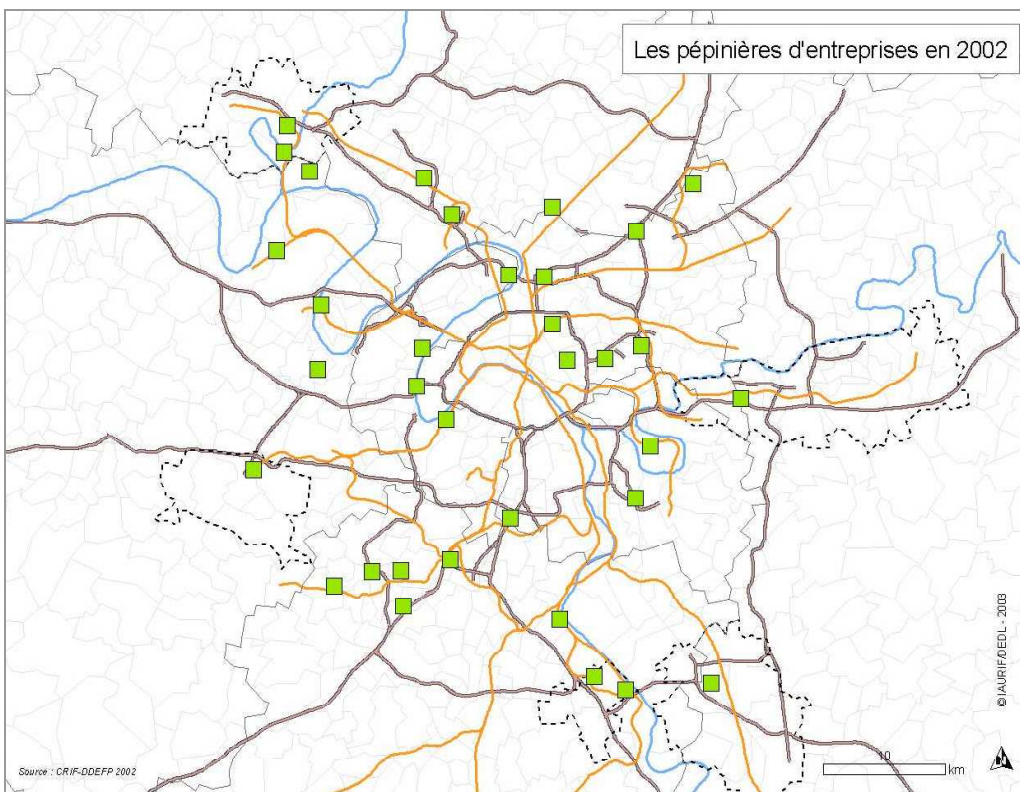
L'emploi salarié en Ile-de-France en 2002



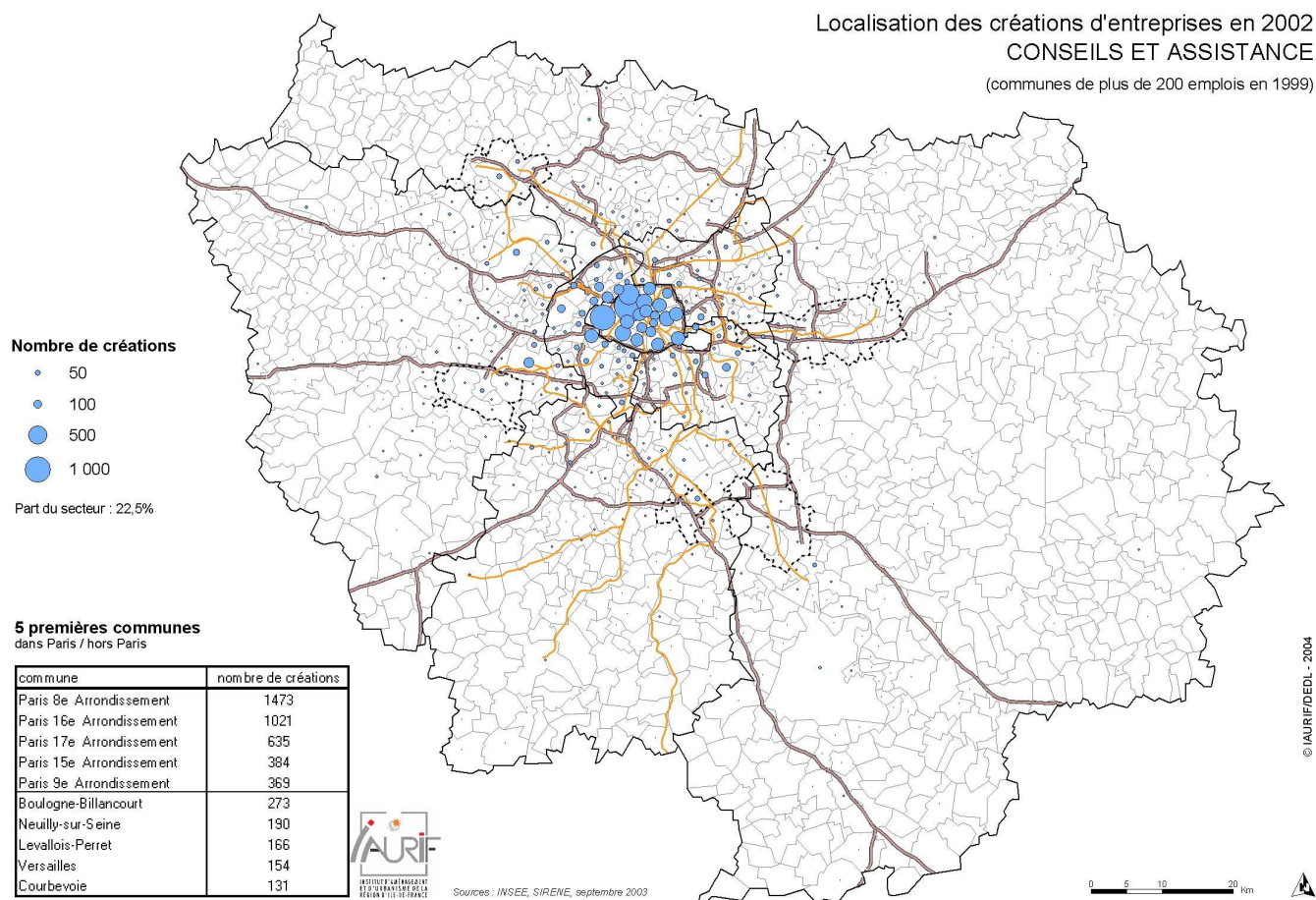
Annexe 8 : Localisation des zones franches urbaines en 2000



Annexe 9 : Localisation des pépinières d'entreprises en 2002



Annexe 10 : Localisation des activités de « conseil et assistance »



Annexe 11 : Liste des communes totalisant les 2/3 des créations dans les « services aux entreprises » en 2002

INSEE	COMMUNE	CREATIONS 2002
75108	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	1 709
75116	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	1 155
75117	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	775
75115	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	519
75109	PARIS 9E ARRONDISSEMENT	497
75111	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	452
75110	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	447
75120	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	432
75112	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	401
75118	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	346
75107	PARIS 7E ARRONDISSEMENT	344
92012	BOULOGNE-BILLAN COURT	340
75114	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	338
75113	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	316
75101	PARIS 1ER ARRONDISSEMENT	312
75102	PARIS 2E ARRONDISSEMENT	288
75119	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	282
92051	NEUILLY-SUR-SEINE	223
92044	LEVALLOIS-PERRET	216

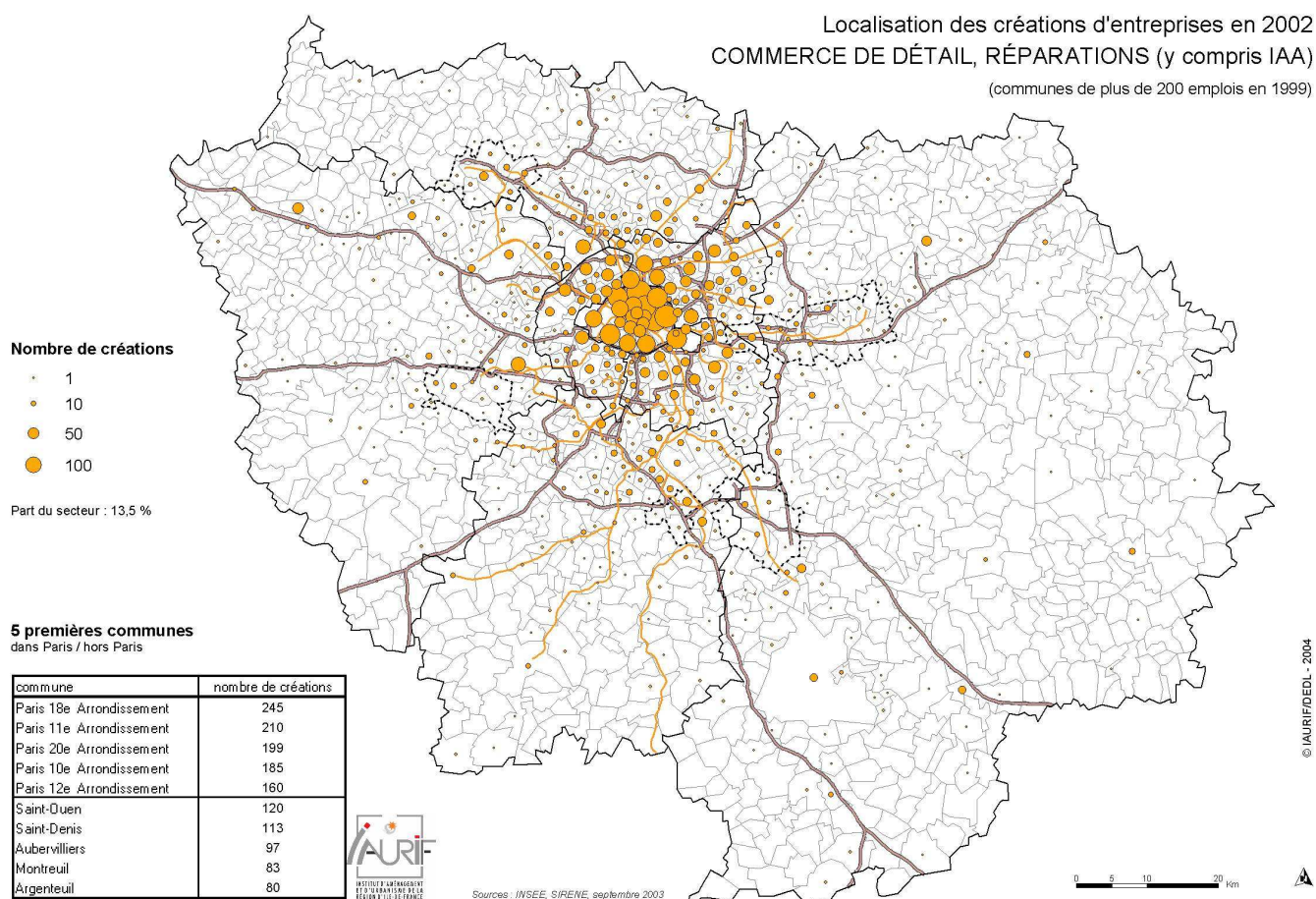
75106	PARIS 6E ARRONDISSEMENT	192
75103	PARIS 3E ARRONDISSEMENT	190
75105	PARIS 5E ARRONDISSEMENT	188
78646	VERSAILLES	188
92026	COURBEVOIE	174
75104	PARIS 4E ARRONDISSEMENT	130
92063	RUEIL-MALMAISON	128
94068	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	125
93048	MONTREUIL	122
92004	ASNIERES-SUR-SEINE	121
92062	PUTEAUX	113
92050	NANTERRE	107
92073	SURESNES	91
92040	ISSY-LES-MOULINEAUX	90
91228	EVRY	85
93066	SAINT-DENIS	82
92025	COLOMBES	81
94028	CRETEIL	80
94080	VINCENNES	80
TOTAL		11 759

Annexe 12 : Liste des communes totalisant les 2/3 des créations dans les « services aux particuliers » en 2002

INSEE	COMMUNE	CREATIONS 2002
75111	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	355
75117	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	302
75118	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	291
75110	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	284
75109	PARIS 9E ARRONDISSEMENT	247
75108	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	232
75115	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	231
75120	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	188
75112	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	177
75116	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	177
75119	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	177
75114	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	158
75113	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	152
75105	PARIS 5E ARRONDISSEMENT	142
92012	BOULOGNE-BILLANCOURT	141
75102	PARIS 2E ARRONDISSEMENT	114
75103	PARIS 3E ARRONDISSEMENT	114
75101	PARIS 1ER ARRONDISSEMENT	113
92044	LEVALLOIS-PERRET	99
75106	PARIS 6E ARRONDISSEMENT	88
93048	MONTREUIL	87
93066	SAINT-DENIS	87
93001	AUBERVILLIERS	77
75104	PARIS 4E ARRONDISSEMENT	73
92024	CLICHY	68
78646	VERSAILLES	65

92004	ASNIERES-SUR-SEINE	65
94068	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	62
93055	PANTIN	61
75107	PARIS 7E ARRONDISSEMENT	59
95018	ARGENTEUIL	58
94081	VITRY-SUR-SEINE	55
92051	NEUILLY-SUR-SEINE	52
92025	COLOMBES	47
94041	IVRY-SUR-SEINE	47
92026	COURBEVOIE	45
92040	ISSY-LES-MOULINEAUX	44
93070	SAINT-OUEN	43
77288	MELUN	42
92063	RUEIL-MALMAISON	42
92062	PUTEAUX	40
92049	MONTROUGE	37
92050	NANTERRE	37
93029	DRANCY	37
94080	VINCENNES	37
78551	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	35
92073	SURESNES	35
77284	MEAUX	32
91174	CORBEIL-ESSONNES	31
93005	AULNAY-SOUS-BOIS	30
94002	ALFORTVILLE (*)	30
94046	MAISONS-ALFORT	29
95500	PONTOISE	29
94058	PERREUX-SUR-MARNE (LE)	28
TOTAL		5 428

Annexe 13 : Carte des créations dans le commerce de détail et les industries agro-alimentaires en 2002



Liste des communes totalisant les 2/3 des créations dans le « commerce de détail et les industries agro-alimentaires » en 2002

INSEE	COMMUNE	CREATIONS 2002
75118	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	245
75111	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	210
75120	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	199
75110	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	185
75112	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	160
75119	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	155
75115	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	153
75117	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	153
75113	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	133
93070	SAINT-OUEN	120
75109	PARIS 9E ARRONDISSEMENT	117
75116	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	117
93066	SAINT-DENIS	113
75108	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	106
75114	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	104
93001	AUBERVILLIERS	97
93048	MONTREUIL	83
95018	ARGENTEUIL	80
75101	PARIS 1ER ARRONDISSEMENT	76

78646	VERSAILLES	76
75103	PARIS 3E ARRONDISSEMENT	75
92012	BOULOGNE-BILLANCOURT	75
75106	PARIS 6E ARRONDISSEMENT	65
93005	AULNAY-SOUS-BOIS	64
75102	PARIS 2E ARRONDISSEMENT	62
75104	PARIS 4E ARRONDISSEMENT	62
93029	DRANCY	62
94068	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	62
75105	PARIS 5E ARRONDISSEMENT	59
92004	ASNIERES-SUR-SEINE	59
92025	COLOMBES	58
92050	NANTERRE	57
93055	PANTIN	54
95585	SARCELLES	53
94028	CRETEIL	52
75107	PARIS 7E ARRONDISSEMENT	50
78361	MANTES-LA-JOLIE	50
93008	BOBIGNY	50
92044	LEVALLOIS-PERRET	49
94017	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	47
94041	IVRY-SUR-SEINE	46
92036	GENNEVILLIERS	45
77284	MEAUX	42
93027	COURNEUVE (LA)	41
94081	VITRY-SUR-SEINE	41
92051	NEUILLY-SUR-SEINE	40
93010	BONDY	39
94076	VILLEJUIF	39
94080	VINCENNES	38
92024	CLICHY	37
93007	BLANC-MESNIL (LE)	37
93046	LIVRY-GARGAN	37
92026	COURBEVOIE	35
93071	SEVRAN	34
78551	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	33
93031	EPINAY-SUR-SEINE	33
93053	NOISY-LE-SEC	33
95268	GARGES-LES-GONESSE	33
77108	CHELLES	32
91174	CORBEIL-ESSONNES	32
91377	MASSY	32
93014	CLICHY-SOUS-BOIS	32
93059	PIERREFITTE-SUR-SEINE	32
77288	MELUN	31
92023	CLAMART	30
92063	RUEIL-MALMAISON	30
91228	EVRY	29
93006	BAGNOLET	29
94022	CHOISY-LE-ROI (*)	29
93072	STAINS	28
94002	ALFORTVILLE (*)	28
94046	MAISONS-ALFORT	28
95127	CERGY (*)	27
95280	GOUSSAINVILLE	27
78440	MUREAUX (LES)	26
78586	SARTROUVILLE	26

92073	SURESNES	26
92040	ISSY-LES-MOULINEAUX	25
93032	GAGNY	25
93063	ROMAINVILLE	25
94052	NOGENT-SUR-MARNE	25
77305	MONTEREAU-FAULT-YONNE	24
92007	BAGNEUX	24
92049	MONTRouGE	24
93051	NOISY-LE-GRAND	24
78311	HOUILLES	23
92078	VILLENEUVE-LA-GARENNE	23
93073	TREMBLAY-EN-FRANCE	23
TOTAL		5 349

Annexe 14 : Liste des communes totalisant les 2/3 des créations dans le « commerce de détail » en 2002

INSEE	COMMUNE	CREATIONS 2002
75118	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	226
75111	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	192
75120	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	181
75110	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	170
75112	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	148
75119	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	141
75117	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	138
75115	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	130
75113	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	119
93070	SAINT-OUEN	116
75109	PARIS 9E ARRONDISSEMENT	113
75116	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	111
75108	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	100
93066	SAINT-DENIS	98
93001	AUBERVILLIERS	90
75114	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	89
93048	MONTREUIL	75
95018	ARGENTEUIL	75
75101	PARIS 1ER ARRONDISSEMENT	73
75103	PARIS 3E ARRONDISSEMENT	72
78646	VERSAILLES	70
92012	BOULOGNE-BILLANCOURT	67
75106	PARIS 6E ARRONDISSEMENT	61
93005	AULNAY-SOUS-BOIS	60
75102	PARIS 2E ARRONDISSEMENT	57
75104	PARIS 4E ARRONDISSEMENT	57
93029	DRANCY	56
94068	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	56
75105	PARIS 5E ARRONDISSEMENT	54
92025	COLOMBES	53
92004	ASNIERES-SUR-SEINE	51
95585	SARCELLES	50
92050	NANTERRE	49
93055	PANTIN	49
78361	MANTES-LA-JOLIE	47
93008	BOBIGNY	47
94028	CRETEIL	47
75107	PARIS 7E ARRONDISSEMENT	45

92044	LEVALLOIS-PERRET	45
94017	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	43
77284	MEAUX	41
94041	IVRY-SUR-SEINE	40
92036	GENNEVILLIERS	39
93027	COURNEUVE (LA)	39
94081	VITRY-SUR-SEINE	38
92051	NEUILLY-SUR-SEINE	37
93007	BLANC-MESNIL (LE)	37
94080	VINCENNES	37
93010	BONDY	35
93046	LIVRY-GARGAN	35
94076	VILLEJUIF	35
92024	CLICHY	33
93031	EPINAY-SUR-SEINE	33
93071	SEVRAN	33
95268	GARGES-LES-GONESSE	33
91377	MASSY	32
93053	NOISY-LE-SEC	32
92026	COURBEVOIE	31
93014	CLICHY-SOUS-BOIS	31
77108	CHELLES	30
93059	PIERREFITTE-SUR-SEINE	29
78551	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	28
91174	CORBEIL-ESSONNES	28
94022	CHOISY-LE-ROI	27
95127	CERGY	27
91228	EVRY	26
92063	RUEIL-MALMAISON	26
78586	SARTROUVILLE	25
92040	ISSY-LES-MOULINEAUX	25
93006	BAGNOLET	25
94002	ALFORTVILLE	25
94046	MAISONS-ALFORT	25
77288	MELUN	24
78440	MUREAUX (LES)	24
92023	CLAMART	24
93032	GAGNY	24
93051	NOISY-LE-GRAND	24
77305	MONTEREAU-FAULT-YONNE	23
92007	BAGNEUX	23
92049	MONTROUGE	23
92073	SURESNES	23
94052	NOGENT-SUR-MARNE	23
95280	GOUSSAINVILLE	23
TOTAL		4 796

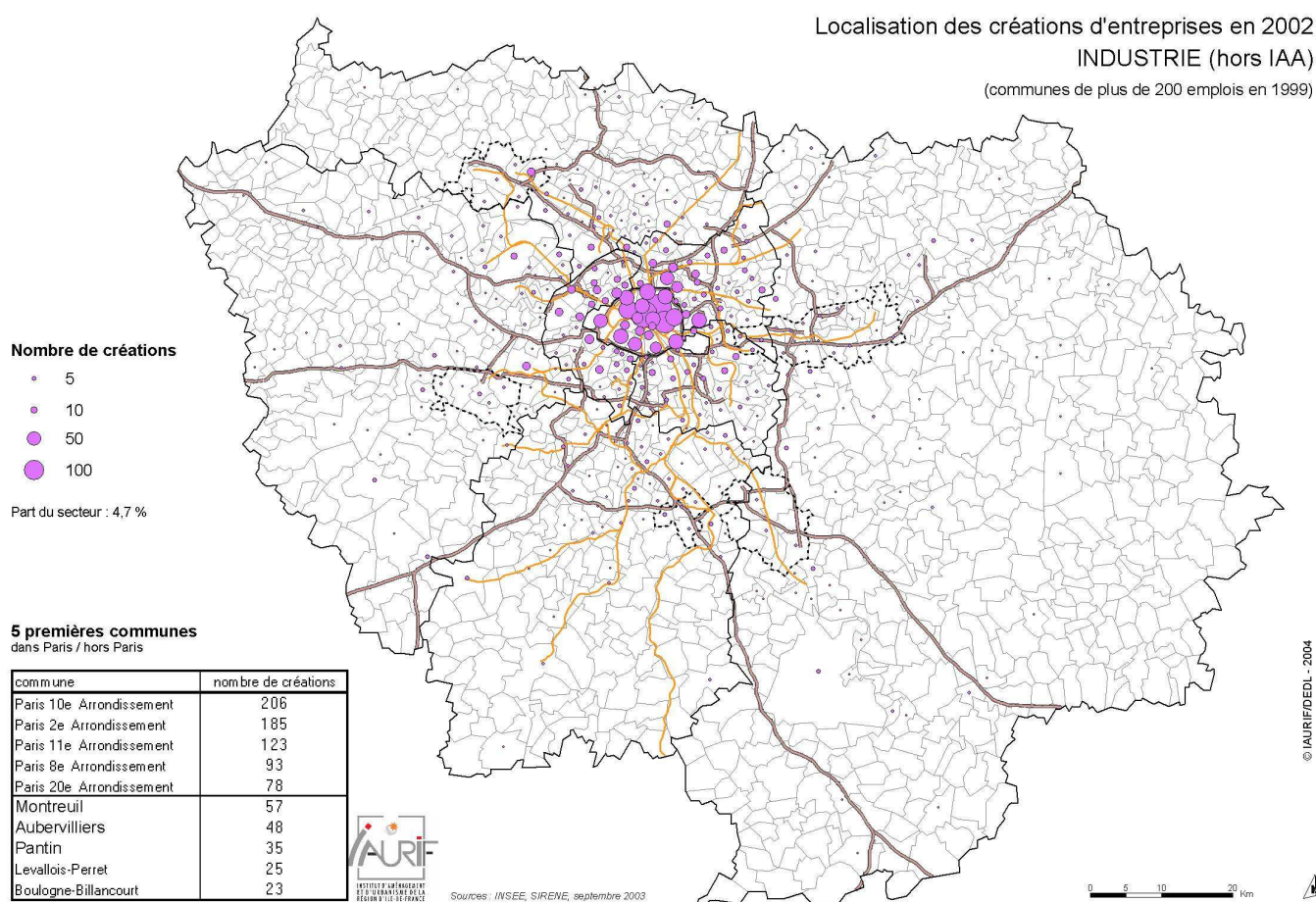
Annexe 15 : Liste des communes totalisant les 2/3 des créations dans la « construction » en 2002

INSEE	COMMUNE	CREATIONS 2002
75110	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	596
75120	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	432
75112	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	316
75111	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	250

75118	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	189
75117	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	182
75119	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	158
75109	PARIS 9E ARRONDISSEMENT	134
93048	MONTREUIL	126
75114	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	123
75108	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	115
93001	AUBERVILLIERS	105
75113	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	97
95018	ARGENTEUIL	89
75115	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	88
93055	PANTIN	87
93066	SAINT-DENIS	79
75116	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	77
94068	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	69
94017	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	68
93008	BOBIGNY	66
92050	NANTERRE	59
91228	EVRY	58
93029	DRANCY	57
92012	BOULOGNE-BILLANCOURT	56
92004	ASNIERES-SUR-SEINE	52
93005	AULNAY-SOUS-BOIS	51
94081	VITRY-SUR-SEINE	50
93010	BONDY	49
93014	CLICHY-SOUS-BOIS	47
75101	PARIS 1ER ARRONDISSEMENT	46
75102	PARIS 2E ARRONDISSEMENT	44
95585	SARCELLES	43
91521	RIS-ORANGIS	41
92024	CLICHY	41
92025	COLOMBES	41
77288	MELUN	39
91174	CORBEIL-ESSONNES	39
94041	IVRY-SUR-SEINE	39
75103	PARIS 3E ARRONDISSEMENT	38
77373	PONTAULT-COMBAULT	38
78586	SARTROUVILLE	38
93047	MONTFERMEIL	37
95268	GARGES-LES-GONESSE	36
93053	NOISY-LE-SEC	35
77108	CHELLES	34
93031	EPINAY-SUR-SEINE	34
93051	NOISY-LE-GRAND	34
93071	SEVRAN	34
94028	CRETEIL	33
93007	BLANC-MESNIL (LE)	32
92036	GENNEVILLIERS	31
93046	LIVRY-GARGAN	31
93059	PIERREFITTE-SUR-SEINE	30
94033	FONTENAY-SOUS-BOIS	30
95063	BEZONS	29

92062	PUTEAUX	28
92063	RUEIL-MALMAISON	28
93027	COURNEUVE (LA)	28
94079	VILLIERS-SUR-MARNE	28
94080	VINCENNES	28
77284	MEAUX	27
78646	VERSAILLES	27
92026	COURBEVOIE	27
93064	ROSNY-SOUS-BOIS	27
95127	CERGY	27
TOTAL		5 147

Annexe 16 : Carte des créations dans l'industrie (hors industries agro-alimentaires) en 2002



Liste des communes totalisant les 2/3 des créations dans l'industrie (hors industries agro-alimentaires) en 2002

INSEE	COMMUNE	CREATIONS 2002
75110	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	206
75102	PARIS 2E ARRONDISSEMENT	185
75111	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	123
75108	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	93
75120	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	78

75118	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	67
75119	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	63
75109	PARIS 9E ARRONDISSEMENT	62
75117	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	62
75112	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	57
93048	MONTREUIL	57
75103	PARIS 3E ARRONDISSEMENT	55
75115	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	55
75116	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	51
93001	AUBERVILLIERS	48
75114	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	47
75113	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	37
93055	PANTIN	35
75101	PARIS 1ER ARRONDISSEMENT	34
92044	LEVALLOIS-PERRET	25
75106	PARIS 6E ARRONDISSEMENT	24
92012	BOULOGNE-BILLANCOURT	23
75107	PARIS 7E ARRONDISSEMENT	22
75105	PARIS 5E ARRONDISSEMENT	21
93027	LA COURNEUVE	20
93029	DRANCY	19
93066	SAINT-DENIS	19
93006	BAGNOLET	18
78646	VERSAILLES	17
TOTAL		1623

Annexe 17: Liste des communes totalisant les 2/3 des créations d'entreprises dans l'industrie en 2002

INSEE	COMMUNE	CREATIONS 2002
75110	PARIS 10E ARRONDISSEMENT	221
75102	PARIS 2E ARRONDISSEMENT	190
75111	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	141
75108	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	99
75120	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	96
75118	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	86
75115	PARIS 15E ARRONDISSEMENT	78
75117	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	77
75119	PARIS 19E ARRONDISSEMENT	77
75112	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	69
75109	PARIS 9E ARRONDISSEMENT	66
93048	MONTREUIL	65
75114	PARIS 14E ARRONDISSEMENT	62
75103	PARIS 3E ARRONDISSEMENT	58
75116	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	57
93001	AUBERVILLIERS	55
75113	PARIS 13E ARRONDISSEMENT	51
93055	PANTIN	40
75101	PARIS 1ER ARRONDISSEMENT	37
93066	SAINT-DENIS	34
92012	BOULOGNE-BILLANCOURT	31
92044	LEVALLOIS-PERRET	29
75106	PARIS 6E ARRONDISSEMENT	28
75107	PARIS 7E ARRONDISSEMENT	27

75105	PARIS 5E ARRONDISSEMENT	26
93029	DRANCY	25
78646	VERSAILLES	23
92023	CLAMART	23
92050	NANTERRE	23
93006	BAGNOLET	22
93027	COURNEUVE (LA)	22
92026	COURBEVOIE	21
75104	PARIS 4E ARRONDISSEMENT	20
92063	RUEIL-MALMAISON	20
92073	SURESNES	20
92062	PUTEAUX	19
92004	ASNIERES-SUR-SEINE	18
94041	IVRY-SUR-SEINE	17
94017	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	16
94068	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	16
95572	SAINT-OUEN-L'AUMONE	16
95585	SARCELLES	16
78551	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	15
92024	CLICHY	15
93005	AULNAY-SOUS-BOIS	15
93072	STAINS	15
95018	ARGENTEUIL	15
92025	COLOMBES	14
92051	NEUILLY-SUR-SEINE	14
93070	SAINT-OUEN	14
94028	CRETEIL	14
94076	VILLEJUIF	14
TOTAL		2 282

Annexe 18 : Variation des défaillances d'entreprises par département

Variation des défaillances d'entreprises entre 1997 et 2003

	en %	en nombre
Paris	-22,2%	-1 307
Seine-et-Marne	-23,8%	-276
Yvelines	-24,3%	-243
Essonne	-27,8%	-294
Hauts-de-Seine	-30,4%	-479
Seine-Saint-Denis	-14,1%	-217
Val-de-Marne	-36,4%	-504
Val-d'Oise	-24,0%	-229
Ile-de France	-24,4%	-3 549
France entière	-19,5%	-10 063

Source: INSEE, Bodacc, traitement IAURIF

Annexe 19 : Répartition des défaillances d'entreprises par département et par activité

Défaillances d'entreprises en 2002 par activité

	75	77	78	91	92	93	94	95	IDF
B0 Industries agricoles et alimentaires	29	11	9	13	11	27	19	6	125
C1 Habillement, cuir	221	6	3		7	67	10	16	330
C2 Édition, imprimerie, reproduction	198	18	9	19	39	39	25	10	357
C3 Pharmacie, parfumerie et entretien	3	1	2		1	2			9
C4 Industries des équipements du foyer	26	12	5	4	5	5	5	2	64
D0 Industrie automobile		6	4	1			3		14
E1 Construction navale, aéronautique et ferroviaire			1		1	1			3
E2 Industries des équipements mécaniques	18	13	11	6	6	18	12	7	91
E3 Industries des équipements électriques et électroniques	7	2	5	13	8	11	5	6	57
F1 Industries des produits minéraux	4	1	3	2	2	2	1	1	16
F2 Industrie textile	8				9	3	5		25
F3 Industries du bois et du papier	2	1	2	1		2	2	3	13
F4 Chimie, caoutchouc, plastiques	2	6	4	1	1	2	3	1	20
F5 Métallurgie et transformation des métaux	9	21	3	6	8	19	15	14	95
F6 Industrie des composants électriques et électroniques	2	2	4	7	3	2	3	3	26
G2 Eau, gaz, électricité			1						1
H0 Construction	903	214	176	172	181	326	186	180	2 338
J1 Commerce et réparation automobile	41	40	35	14	24	57	31	35	277
J2 Commerce de gros, intermédiaires	708	84	81	71	127	178	109	90	1 448
J3 Commerce de détail, réparations	366	87	91	58	103	95	80	67	947
K0 Transports	164	51	35	45	43	96	54	51	539
M0 Activités immobilières	158	29	31	26	33	24	30	23	354
N1 Postes et télécommunications	27		2	3	13	4	5	1	55
N2 Conseils et assistance	803	84	116	84	308	100	107	61	1 663
N3 Services opérationnels	246	48	44	41	84	50	48	34	595
N4 Recherche et développement	6	1	2		3				12
P1 Hôtels et restaurants	275	56	52	29	69	64	60	44	649
P2 Activités récréatives, culturelles et sportives	210	15	16	17	51	23	19	7	358
P3 Services personnels et domestiques	70	12	20	15	21	23	15	13	189
Ensemble des activités	4 506	821	767	648	1 161	1 240	852	675	10 670

Source: INSEE, BODACC, traitement IAURIF, champs: ensemble des activités hors agriculture, administration, éducation, santé, action sociale, activités associatives et secteur financier, données brutes en date de publication

POUR EN SAVOIR PLUS

Agence pour la création d'entreprises

APCE, L'évolution des créations d'entreprises en 2003 comparées à 2002. La revanche des indépendants et le rattrapage du retard ?, janvier 2004.

APCE, Brève analyse de la création d'entreprises en 2003 dans la région Ile-de-France, mars 2004

www.apce.com

Caisse des Dépôts et Consignations, CRCI Ile-de-France, CCIP, région d'Ile-de-France, IAURIF, Quel appui local à la création d'entreprises en Ile-de-France ?, septembre 2002

IAURIF, Ou se créent les entreprises en Ile-de-France ?, *Note rapide sur l'économie à paraître 4^{ème} trimestre 2004*

IAURIF, Vitalité économique francilienne et création d'entreprises, *Note rapide sur l'économie n°182*, octobre 2000

www.iaurif.org

CESR, rapport sur la préparation d'un plan régional d'action pour l'emploi et la création d'entreprises, avril 2003

www.cesr-iledefrance.fr

Coface, consultation en ligne sur le site www.cofacering.fr

Crocis, Tableau de bord High Tech de l'Ile-de-France, n°3, 3^{ème} trimestre 2003

www.ccip.fr/crocis

INSEE Ile-de-France, *faits et chiffres n°56*, défaillances d'entreprises – 4^{ème} trimestre 2003, mars 2004

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/idf/home/home_page.asp

INSEE, *INSEE première n°944*, Forte hausse des créations d'entreprises en 2003, janvier 2004

INSEE, *INSEE première n°917*, L'impact sur l'emploi des créations d'entreprises, août 2003

http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/IP917.pdf

INSEE Résultats, créations et créateurs d'entreprises, décembre 2001

http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ires773.pdf

Ministère de l'économie des finances et de l'industrie, *Les notes bleues de Bercy n°259*, Loi pour l'initiative économique : des mesures en faveur de la création d'entreprises, octobre 2003

Ministère de l'économie des finances et de l'industrie, *Les notes bleues de Bercy n°256*, La loi pour l'initiative économique, août 2003

www.minefi.gouv.fr